



Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Rapport d'activité de 2017-2018



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



Page de couverture : Première lumière du jour dans la forêt tropicale, Rwanda / Source iStock

Coucher de soleil africain / Source iStock

Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Rapport d'activité de 2017-18

Le présent rapport résume les activités et les accomplissements réalisés dans le cadre du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) entre le 1er juillet 2017 et le 30 juin 2018.

© Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative du Groupe des pays ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2018 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Mise en page : Websiteprojects LLP

Sigles et abréviations

A	ACC	Adaptation au changement climatique
	ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
	ADRF	Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique
B	BM	Banque mondiale
C	CAT-DDO	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
	CDEMA	Caribbean Disaster Emergency Management Agency (Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes)
	CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
	CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
	CER	Communautés économiques régionales
	CREWS	Climate Risk and Early Warning Systems (Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques)
	CUA	Commission de l'Union africaine
D	DINA	Drought Impact and Needs Assessment (Évaluation de l'impact et des besoins liés à la sécheresse)
	DIPECHO	Programme de préparation aux catastrophes d'ECHO
	DRF	Disaster Risk Finance (Financement des risques de catastrophes)
	DRFI	Disaster Risk Financing and Insurance (Financement et assurance des risques de catastrophes)
F	FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
G	GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
	GRC	Gestion des risques de catastrophes
I	IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
N	NDRR	Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
O	OIM	Organisation internationale pour les migrations
	ONG	Organisation non gouvernementale
	ONU	Organisation des Nations Unies
P	PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
	PIB	Produit intérieur brut
	PICS	Pacific Island Countries (Pays des îles du Pacifique)
	PGICT	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres
	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
	PRC	Prévention des risques de catastrophes
R	RECs	Regional Economic Communities (Communautés Economiques Régionales)
S	SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
	SIG	Système d'information géographique
	SISRI	Small Island States Resilience Initiative (Initiative des petits États insulaires)
U	UAV	Véhicules aériens sans pilote (drones)
	UE	Union européenne
	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
	UNISDR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
	UR	Understanding Risk (Comprendre le risque)

Table des matières

AVANT-PROPOS	7
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	9
À PROPOS DU PROGRAMME	10
COMMENT NOUS TRAVAILLONS	12
DOMAINES D'INTERVENTION DU PROGRAMME	14
LE PROGRAMME EN AFRIQUE	16
LE PROGRAMME AUX CARAÏBES	22
LE PROGRAMME DANS LE PACIFIQUE	28
TIRER PARTI DES INVESTISSEMENTS DANS LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES	34
ANNEXE I : COMMUNICATION ET VISIBILITÉ	36
ANNEXE II : FICHES D'ACTIVITÉ	42



Lagune d'eau salée à Uepi, Îles Salomon / Source iStock

Avant-propos

Le programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) est une initiative du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en partenariat avec l'Union européenne et la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR). Depuis 2011, le programme œuvre pour renforcer la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans les pays ACP, là où les impacts du changement climatique deviennent de plus en plus manifestes. Depuis, on assiste à une prise de conscience croissante parmi les parties prenantes du développement, les États et les organisations de la société civile de l'importance de forger des partenariats face à ces difficultés.

Jamais la nécessité d'intégrer la gestion des risques de catastrophes dans l'agenda mondial du développement n'a été aussi pressante. Au cours de l'année écoulée, les catastrophes naturelles aux effets dévastateurs qui se sont abattues dans des pays aux quatre coins du monde (comme les ouragans Maria et Irma dans les Caraïbes, le cyclone tropical Gita au Tonga, les coulées de boue au Sierra Leone) ont englouti une grande part du PIB des pays concernés et ont particulièrement affecté les populations pauvres et les plus vulnérables.

Ce rapport d'activité met en évidence les efforts déployés par le programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice 2018 pour prévenir les aléas naturels, les atténuer et s'y préparer, aux niveaux régional, sous-régional, national et local dans les pays ACP. Qu'un aléa naturel se transforme en catastrophe dépend en partie seulement du phénomène naturel à proprement parler. Dans la plupart des régions touchées, d'autres facteurs influent sur les risques posés par les aléas, comme l'exposition et la vulnérabilité des infrastructures et de l'économie du pays, le niveau de prévention des risques, sa préparation aux catastrophes naturelles et ses capacités à y faire face. De surcroît, les capacités d'adaptation au changement climatique d'un pays influent sur l'émergence de risques futurs.

La demande de la part des parties prenantes s'est maintenue à un niveau élevé au cours de l'exercice 2018 et a donné lieu à 40 projets actifs dans 28 pays, portant le portefeuille du programme à plus d'une centaine de projets venant à l'appui de plus d'une cinquantaine de pays au total. Un nombre croissant de projets ont contribué à la résilience urbaine en Afrique et renforcé le financement des risques de catastrophes aux Caraïbes et les évaluations des risques dans le Pacifique, en répondant aux besoins spécifiques de ces régions.

Ces efforts ont de véritables retombées sur le terrain. Une évaluation à mi-parcours des opérations et des résultats du programme ACP-UE NDRR réalisée de manière indépendante a conclu que les projets achevés s'étaient soldés par des niveaux de réussite allant de modérés à élevés et sont parvenus à renforcer la prévention des risques de catastrophes à différents échelons des pouvoirs publics. Ce rapport d'activité fait ressortir les contributions apportées par le programme ACP-UE NDRR pour mettre à profit les investissements supplémentaires importants consacrés à la gestion des risques de catastrophes. Tous ces résultats mis ensemble contribuent à façonner un avenir plus résilient pour toutes les populations qui en ont le plus besoin dans les pays ACP.



*Son Excellence Monsieur
l'Ambassadeur Léonard-Emile
Ognimba, Sous-secrétaire général
du Groupe des États d'Afrique, des
Caraïbes et du Pacifique (ACP)*



*Felice Zaccheo, Chef de l'unité pour
l'énergie durable et les changements
climatiques, DG DEVCO, Commission
européenne*



*Julie Dana, Cheffe du Secrétariat,
Facilité mondiale pour la prévention
des risques de catastrophes et le
relèvement*



Lagon à la forêt de fleurs de Cranbrook , Jamaïque / Source iStock

Résumé analytique

Ce rapport met en lumière les résultats accomplis par le Programme Afrique Caraïbes et Pacifique-Union européenne (ACP-UE) de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) au cours de l'exercice 2018 (du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018). Le rapport présente aussi les contributions apportées par le programme ACP-UE NDRR pour mettre à profit les investissements supplémentaires importants consacrés à la gestion des risques de catastrophes (GRC).

Au cours de l'exercice 2018, le programme ACP-UE NDRR a continué d'intégrer la gestion des risques de catastrophes au plan d'action pour le développement. La forte demande de la part des parties prenantes a donné lieu à 40 projets actifs dans 28 pays au cours de l'exercice 2018, portant le portefeuille du programme à plus d'une centaine de projets venant à l'appui de plus d'une cinquantaine de pays.

En **Afrique**, 12 projets nationaux (Volet 2) étaient actifs au cours de l'exercice 2018. En réponse aux demandes émanant des pays, le programme a apporté son concours à un nombre croissant de projets de résilience urbaine. Un appui a également été apporté à des projets incorporant la prévention des risques de catastrophes (PRC) et l'adaptation au changement climatique (ACC) dans la planification du développement, ainsi qu'à des projets d'évaluation des risques de catastrophes et d'amélioration des services climatologiques. Le programme a également soutenu deux évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) (Volet 3) : une en Somalie et une au Sierra Leone.

Aux **Caraïbes**, 11 projets nationaux (Volet 2) étaient actifs au cours de l'exercice 2018. Ces activités ont traduit le changement d'orientation qui s'opère actuellement, délaissant les interventions post-catastrophes en faveur de la GRC axée sur une démarche d'anticipation. Les projets ont accéléré les travaux sur le financement des risques de catastrophes et ont aidé des pays à identifier les risques que les aléas naturels posent pour des infrastructures essentielles, ainsi que les investissements possibles pour y remédier. Suite au passage des ouragans Irma et Maria, le programme ACP-UE NDRR a apporté un appui à deux évaluations post-catastrophe : l'une à Antigua-et-Barbuda et l'autre à la Dominique, et il a soutenu la reconstruction résiliente à la Dominique (Volet 3).

Dans le **Pacifique**, trois projets régionaux (Volet 1) et six projets nationaux (Volet 2) étaient actifs au cours de l'exercice 2018. Ces projets ont aidé des pays à évaluer les risques climatiques et les risques de catastrophes et ont soutenu le renforcement institutionnel pour la GRC. Le programme ACP-UE NDRR a soutenu une évaluation post-catastrophe au Tonga (Volet 3).

Deux projets portant sur **tous les pays ACP** (Volet 3) ont reçu un appui pour permettre la tenue en mai 2018 de la troisième réunion de l'Initiative de résilience des petits États insulaires et pour diffuser un guide du cadre de relèvement post-catastrophe dans tous les pays ACP.

Les projets mis en œuvre par le programme ACP-UE NDRR ont abouti à d'importants investissements supplémentaires en termes de GRC. Depuis 2011, le programme a mobilisé près de 2 milliards de dollars par le biais de cofinancement, de l'effet de levier de facilitation et de l'effet de levier de l'information. Au cours de l'exercice 2018, quatre nouveaux projets à effet de levier de facilitation et huit nouveaux projets à effet de levier de l'information ont été identifiés.

Les accomplissements du programme au cours de l'exercice 2018 ont été sous-tendus par le partenariat entre le Groupe des États ACP, l'UE et la GFDRR. À l'avenir, ces partenaires vont continuer de travailler ensemble dans le cadre du programme ACP-UE NDRR pour apporter de l'assistance technique, renforcer les capacités à l'intérieur des pays et mobiliser des investissements afin d'intensifier la gestion des risques de catastrophes.

À propos du programme

OBJECTIF

Le programme ACP-UE NDRR repose sur la conviction que la prévention des risques de catastrophes contribue au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Il vise à prévenir les catastrophes naturelles, et à renforcer la préparation à celles-ci, ainsi qu'à en atténuer les impacts, aux niveaux régional, sous-régional, national et local dans les pays ACP. Le programme s'articule autour de quatre domaines prioritaires : l'intégration de la PRC, l'identification et l'évaluation des risques, les systèmes d'alerte précoce et la communication sur la PRC et enfin le transfert et l'intégration de la PRC dans les efforts de relèvement post-catastrophes.

RÉSULTATS ATTENDUS ET OBJECTIFS

Les principaux résultats attendus du programme ACP-UE NDRR sont les suivants :

L'amélioration de la résilience des pays ACP face à l'impact des catastrophes naturelles ;

Un meilleur degré de préparation des populations dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles ;

La réduction du coût des interventions dans le cas de catastrophes naturelles.

L'accomplissement de ces résultats est mesuré par rapport aux objectifs suivants, prévus d'être atteints d'ici juillet 2020.

Objectif	Atteint au 30 juin 2018
30 pays ACP ont intégré la PRC et l'ACC dans leur processus de planification national	20
20 pays ont mis au point des outils de risque destinés à orienter les efforts de réduction de la vulnérabilité et de préparation aux urgences	OBJECTIF DÉPASSÉ 30
3 bassins hydrographiques ont renforcé leurs capacités de gestion des risques d'inondations	1
6 institutions chefs de file sous-régionales sont dotées de capacités fonctionnelles en matière de PRC	OBJECTIF ATTEINT 6
20 pays ont accès à des systèmes d'alerte précoce opérationnels pour les catastrophes naturelles	9
15 pays ont élaboré des stratégies de financement et d'assurance des risques	14
20 pays ont développé leurs capacités nationales pour réaliser des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA)	17
15 pays ont entrepris des PDNA et des activités de planification du relèvement multipartites	14
5 pays ont réellement mis en œuvre des activités de PRC à la phase de relèvement	13

GOUVERNANCE DU PROGRAMME

Depuis 2011, une équipe dédiée de la GFDRR est basée à Bruxelles pour mieux soutenir la mise en œuvre globale du programme ACP-UE NDRR et pour assurer la coordination au quotidien avec l'UE, le Secrétariat ACP et d'autres partenaires. Une fois qu'un projet est avalisé, la GFDRR en assure la gestion des fonds et la mise en œuvre des activités, inscrit l'activité dans le cadre élargi de la participation de la Banque mondiale dans le pays et collabore avec le bénéficiaire à la passation des marchés et aux autres dispositions administratives.

Un comité de pilotage, composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat ACP et de la Banque mondiale, se réunit deux fois par an pour faire le point sur les progrès réalisés, formuler des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus au niveau de la mise en œuvre du programme. Chaque réunion est l'occasion de présenter le portefeuille global, l'aperçu financier et le statut du cadre de suivi.



Un paysage dans le parc national du Serengeti, Tanzanie / Source iStock

Comment nous travaillons

Le programme ACP-UE NDRR atteint ses objectifs par la mise en œuvre de trois volets d'activités :

VOLET 1 Activités au niveau régional

Activités au niveau régional, destinées à faire progresser les programmes de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles des pays ACP par le biais de la coopération régionale et sous-régionale.

VOLET 2 Activités au niveau national

Activités au niveau national, destinées à favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de prévention des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique dans les pays ACP au moyen d'assistance technique en fonction des besoins et impulsée par la demande, y compris des capacités de conseils techniques.

VOLET 3 Activités post-catastrophe et de renforcement des capacités

Activités post-catastrophe et de renforcement des capacités, destinées à améliorer la capacité des pays ACP à répondre efficacement aux catastrophes par le renforcement de leurs capacités ex-ante à effectuer des évaluations des besoins post-catastrophe, à apporter rapidement de l'assistance technique et à intégrer la PRC dans la planification du relèvement.

Les activités relevant des Volets 1 et 2 sont principalement des activités ex-ante, destinées à renforcer la résilience en amont des catastrophes. Les activités relevant du Volet 3 sont principalement des activités ex-post, destinées à améliorer les interventions et le relèvement post-catastrophe. Les projets concentrent leurs efforts sur la fourniture d'assistance technique et le renforcement des capacités des pays dans le but d'intégrer des approches de gestion des risques multisectorielles et multi-aléas dans la planification du développement nationale et régionale. Cette démarche favorise la prise de décisions éclairées en matière de résilience, de relèvement, de reconstruction et de planification du développement à long terme.

Le programme ACP-UE NDRR a porté à exécution des activités relevant de ces trois volets en étroite collaboration avec ses partenaires. Les activités sont stimulées par la demande et fondées sur les besoins, de sorte que l'appui des gouvernements nationaux est essentiel pour l'approbation des projets et leur mise en œuvre. Le programme travaille avec les administrations publiques nationales et locales, les communautés, la société civile et d'autres parties prenantes. Il a aussi noué des partenariats essentiels avec des partenaires tels que le PNUD, l'OIM, l'UNICEF et OXFAM.

APPUI DES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES AFRICAINES

Le programme ACP-UE NDRR a été élargi en 2014 par une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros destinée à des activités régionales, afin d'étayer les capacités de coordination de la gestion des risques de catastrophes des communautés économiques régionales (CER) africaines. D'un point de vue administratif, cette contribution supplémentaire relève du programme ACP-UE NDRR, mais les activités mises en œuvre contribuent à l'accomplissement du 2^e résultat attendu (R2) du programme ACP-UE de « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne. » Un rapport d'activité distinct présente les activités du programme R2 de l'exercice 2018.

THÉMATIQUES TRANSVERSALES

L'inclusion du genre et la mobilisation de la société civile constituent les principes opératoires fondamentaux du programme ACP-UE NDRR, et plus généralement de l'action de la GFDRR.

INCLUSION DU GENRE

Pour assurer une GRC efficace, il est indispensable de comprendre les différences de besoins et capacités entre les femmes et les hommes, car généralement les catastrophes naturelles font plus de victimes parmi les femmes que parmi les hommes. L'autonomisation des femmes est une composante importante du renforcement de la résilience communautaire élargie et les femmes peuvent assumer un rôle moteur à cet égard.

La GFDRR a lancé le Plan d'action du genre 2016-2021 pour accélérer son engagement à comprendre les différents besoins entre hommes et femmes vis-à-vis des investissements dans la GRC et y répondre, et à favoriser l'autonomisation des femmes en vue de renforcer leur résilience. Dans le cadre du programme de travail 2017-2019 de la GFDRR, 53 % des projets proposés devraient entreprendre des mesures visant spécifiquement la problématique homme-femme. Le cadre de suivi et d'évaluation du programme ACP-UE NDRR contient des indicateurs pour suivre les progrès accomplis en vue de renforcer la problématique du genre et de l'autonomisation des femmes dans le portefeuille du programme.

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

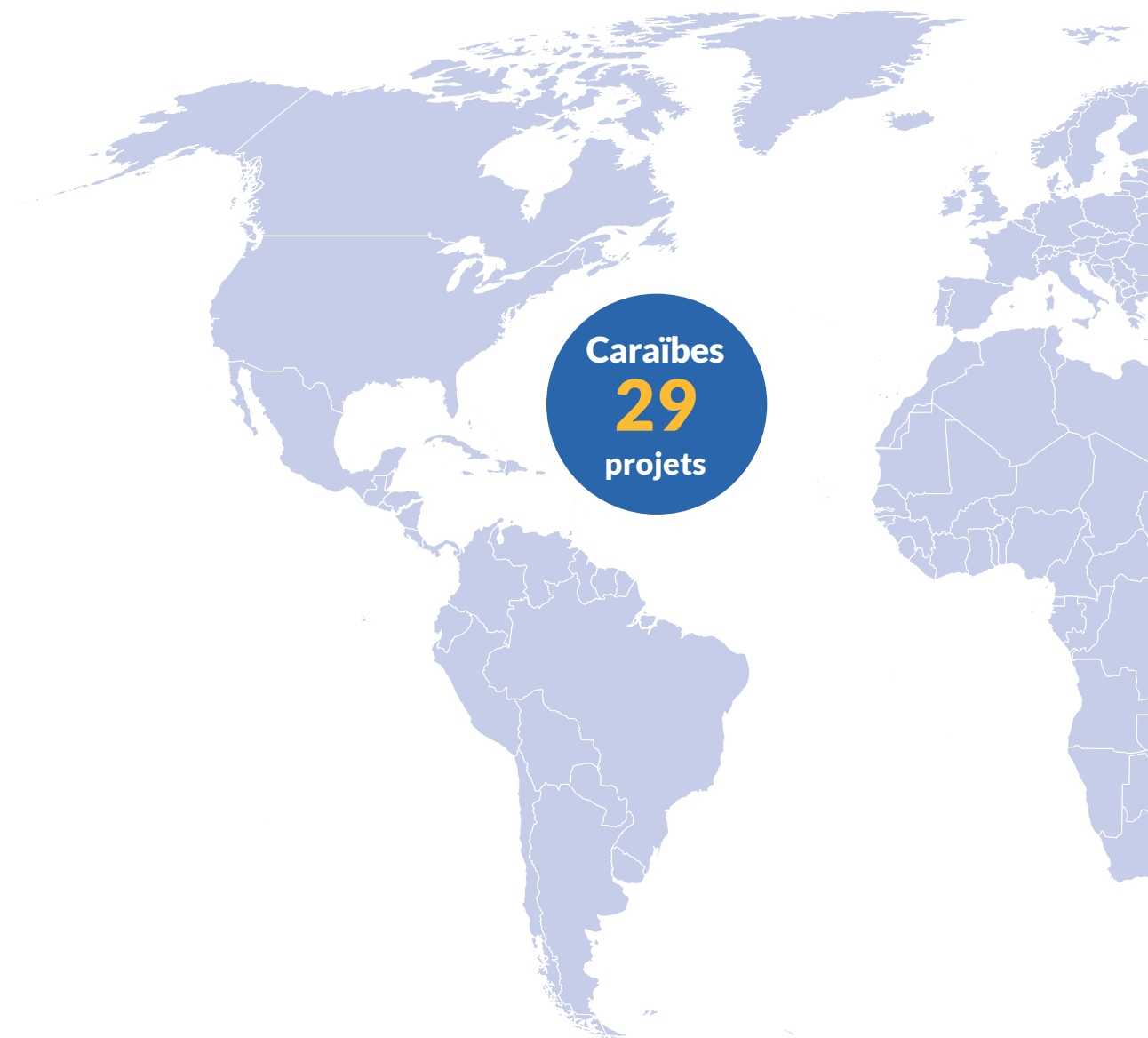
Des partenariats constructifs avec les pouvoirs publics, les communautés et les organisations de la société civile (OSC) peuvent réduire les coûts des projets, assurer leur acceptation et leur viabilité sur le plan local et établir des ponts entre les acteurs concernés. Les OSC peuvent apporter des connaissances du terrain et l'accès au niveau local, en contribuant à la redevabilité et à l'impact accrus des projets. Des consultations avec des groupes d'OSC locales éclairent ainsi la conception des projets mis en œuvre dans le cadre du programme ACP-UE NDRR, et de surcroît des groupes d'OSC remplissent aussi le rôle de partenaire d'exécution pour un certain nombre de projets. Le cadre de suivi et d'évaluation du programme ACP-UE NDRR contient des indicateurs sur l'inclusion des OSC dans la conception et la mise en œuvre des projets.



Enfants de la tribu Samburu, Kenya / Source iStock

Domaines d'intervention du programme

RÉPARTITION PAR RÉGION, OCTOBRE 2011 À JUILLET 2018



RÉPARTITION PAR VOLET D'ACTIVITÉ, OCTOBRE 2011 À JUILLET 2018

Volet 1
Activités au niveau régional

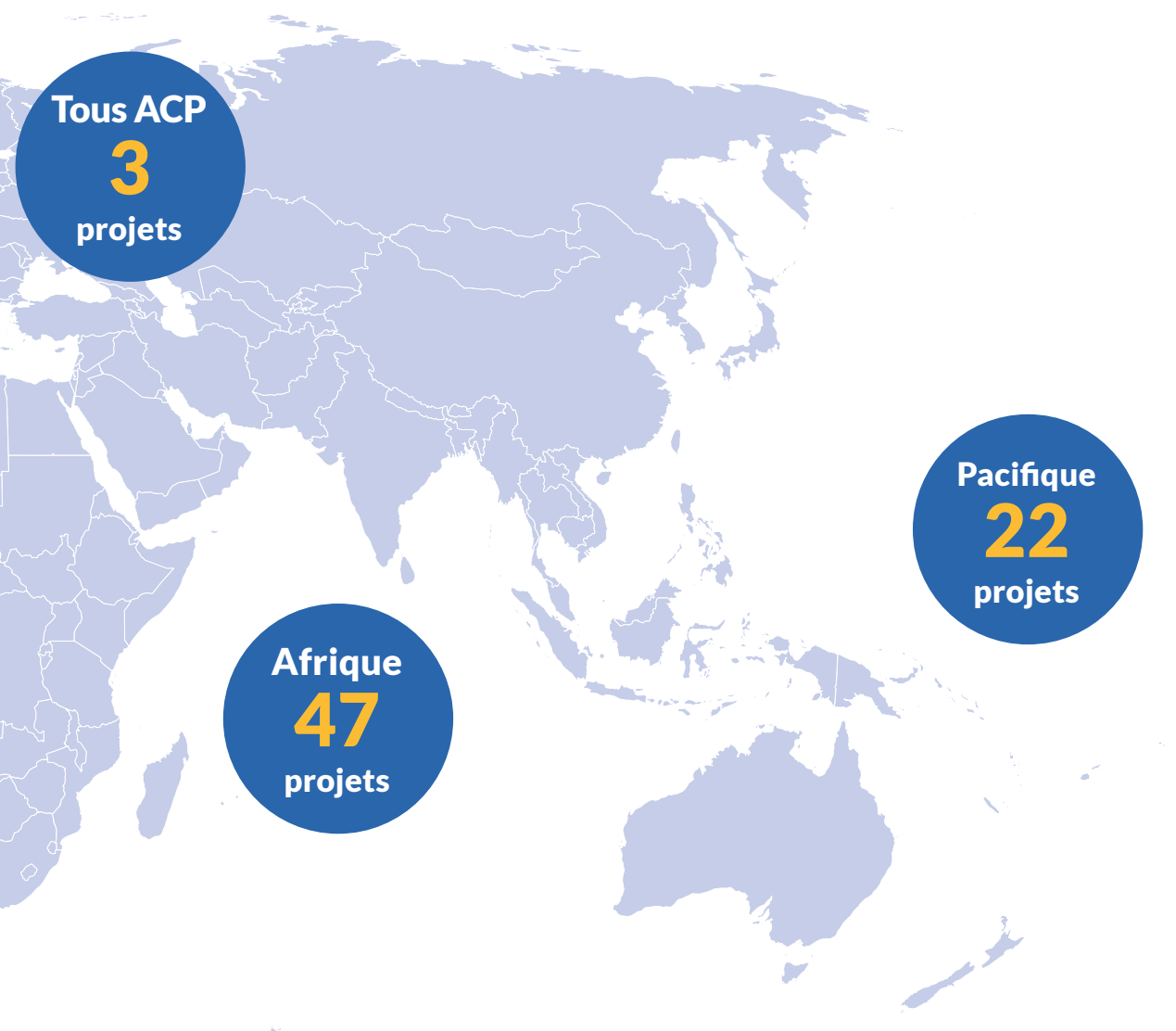
18

Volet 2
Activités au niveau national

49

Volet 3
Activités post-catastrophe et de
renforcement des capacités

34



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Depuis son lancement, le programme a organisé **529 ateliers de formation** qui ont profité à **21 057 participants**.

Personnes formées en GRC

15421

Personnes formées sur les
évaluations post-catastrophe

2628

Personnes invitées à des
formations

3008

Le programme en Afrique



Au cours de l'exercice 2018, en réponse aux demandes formulées par les pays, le programme ACP-UE NDRR a apporté son appui à un nombre croissant de projets de résilience urbaine en Afrique. Un appui a aussi été apporté en vue d'intégrer la PRC et l'ACC dans la planification du développement, afin d'évaluer les risques de catastrophes et d'améliorer les services climatologiques.

ACTIVITÉS EN AFRIQUE

Cette section présente un large tour d'horizon des projets en Afrique ayant reçu l'appui du programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice 2018. L'annexe 2 donne une description concise de chaque projet. Douze projets nationaux (Volet 2) étaient actifs en Afrique au cours de l'exercice 2018.

De plus en plus de projets visaient à amplifier le **développement urbain** résilient et ont éclairé d'autres projets impulsés par l'État en matière de résilience urbaine. À Brazzaville et à Pointe Noire, en **République du Congo**, un programme intègre la résilience urbaine dans la conception et la mise en œuvre du projet de développement urbain et de modernisation des quartiers pauvres. L'assistance technique fournie dans le cadre du projet est destinée à aider à mettre en œuvre des infrastructures résilientes, ainsi qu'à renforcer les capacités et à développer les outils pour permettre à l'administration centrale et aux collectivités locales de prendre des décisions éclairées et de mieux se préparer aux risques de catastrophes.

Une étude approfondie concernant les risques de catastrophes à Kinshasa, en **République démocratique du Congo**, aidera à améliorer la résilience au changement climatique du *Projet de développement urbain et de résilience de Kinshasa* de 150 millions de dollars¹ ; pour cela, elle procédera à l'évaluation des options d'investissements en termes de risques de catastrophes, ainsi qu'à la réalisation d'études de leur impact social et environnemental. Dans le Grand Accra, au **Ghana**, un appui a été apporté afin d'identifier les infrastructures de gestion des inondations et de drainage qui peuvent être améliorées dans le cadre du projet de développement résilient et intégré du Grand Accra.

Le programme ACP-UE NDRR aide aussi à intégrer la PRC et l'ACC dans la **planification du développement**. Au **Cameroun**, des municipalités reçoivent de l'aide pour incorporer les informations sur les risques climatiques et les risques de catastrophes dans la planification urbaine et les investissements dans ce domaine. En **Éthiopie**, des profils améliorés des risques de catastrophes, des plans de préparation aux catastrophes et des plans d'urgence ont été élaborés au cours de l'exercice 2018 pour 27 districts ; des agents de la fonction publique ont été formés à la collecte et à l'analyse de données ainsi qu'à l'élaboration de plans de GRC.

¹ Mis en œuvre par le gouvernement congolais avec des fonds IDA



Paysage du Serengeti, Tanzanie / Source iStock

Au **Mozambique** et au **Sierra Leone**, des activités de renforcement des capacités des communautés ont eu lieu pour mettre en œuvre une GRC à base communautaire. Au Mozambique, cela a été possible par l'élaboration d'une méthodologie et d'un manuel de formation pour les activités de GRC à base communautaire (voir plus loin la section Pleins phares pour en savoir plus) et au Sierra Leone par la réalisation d'évaluations participatives des risques urbains, parmi d'autres mesures. Au **Zimbabwe**, les dimensions de la GRC et l'ACC font partie intégrante du processus de planification du développement local aux niveaux du village, du canton et du district notamment dans le district de Kariba, avec l'élaboration du plan de GRC de Nyaminyami et des activités de sensibilisation aux risques de catastrophe qui ont eu lieu dans trois cantons.

D'autres projets sont conçus pour **lutter contre les risques d'inondations et de glissements de terrain**. En **Ouganda**, une évaluation des risques d'inondation a été réalisée pour le district de Kasese afin d'identifier les facteurs associés aux crues de la rivière Nyamwamba. D'éventuelles mesures d'atténuation des risques et de résilience communautaire ont également été identifiées. Au **Burundi**, des efforts de renforcement des connaissances sur les risques de crues et les risques de glissements de terrain sont déployés pour que les communautés locales y aient accès, par l'élaboration de mécanismes d'alerte précoce gérés par les communautés et par l'amélioration des prévisions météorologiques.

Au nord-ouest du **Rwanda**, les capacités de prévision des crues et d'alerte précoce dans le bassin fluvial de la Sebeya ont été améliorées grâce à des études techniques sur la modélisation hydrologique et la cartographie des risques d'inondations, et par l'apport d'assistance technique à l'élaboration de systèmes d'alerte précoce, parmi d'autres mesures. Un projet cofinancé par l'Initiative CREWS, le Fonds pour l'environnement mondial et le programme ACP-UE NDRR en **République démocratique du Congo** renforce actuellement les capacités institutionnelles et réglementaires du service hydrologique et météorologique national, MettelSat. À cette fin, une analyse institutionnelle a été réalisée.

ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE

Le programme ACP-UE NDRR a apporté son soutien à deux **évaluations des besoins post-catastrophe** (PDNA) en Afrique (Volet 3). Une activité de cadre de relèvement et de PDNA après sécheresse a été entreprise en **Somalie**, suite aux mauvaises saisons des pluies survenues en 2016 et 2017 et au risque de famine qui en a résulté au début 2017 (pour plus d'informations, voir la section Pleins phares plus loin). Ce PDNA pourrait mobiliser des fonds importants auprès de partenaires du développement et de bailleurs de fonds pour le renforcement du relèvement et de la résilience après une sécheresse. Au **Sierra Leone**, une évaluation rapide des besoins et un cadre de relèvement ont été réalisés après les glissements de terrain et les inondations d'août 2017. L'évaluation a estimé le montant économique total des effets de la catastrophe à 31,65 millions de dollars et le cadre de relèvement qui en a découlé a établi l'échelonnement et la priorisation des interventions de relèvement.



Coucher de soleil sur le Parc National de Gorongosa, Mozambique / Source iStock

Pleins phares : Intégration de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement de district au Mozambique

Pour accroître la résilience des communautés vulnérables, la PRC et l'ACC doivent faire partie intégrante des processus de développement, comme dans leur participation sur le plan économique, social et environnemental. Pour établir un lien entre PRC et développement, il est nécessaire d'intégrer la PRC dans les politiques, les plans, les programmes et les budgets à tous les niveaux.

Le projet ACP-UE NDRR au Mozambique a été mis en œuvre par World Vision dans le but de renforcer les capacités de mise en œuvre de la GRC à base communautaire dans 32 communautés ciblées de trois districts de la province de Gaza, à savoir ceux de Chibuto, Chókwè, et Guijá. Travaillant de concert avec des représentants de l'État et des collectivités locales ainsi qu'avec des organisations de la société civile, le projet a établi une méthodologie pour des activités de GRC à base communautaire. Les efforts déployés ont abouti à la publication d'un manuel pour la création et la formation de comités locaux de GRC ; jusque-là, sur les 32 communautés ciblées, seulement 21 d'entre elles étaient dotées d'un tel comité et beaucoup d'entre eux étaient inactifs. La méthodologie GRC et le manuel de formation sont dorénavant la norme de référence pour le gouvernement et pour tous les partenaires qui soutiennent les interventions de GRC à base communautaire en Mozambique.

Le projet a également renforcé l'intégration des dimensions de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement de district. Une méthodologie, approuvée en juin 2018, a été élaborée avec la participation de représentants gouvernementaux et des parties prenantes au niveau central, provincial et des districts. Par ailleurs, les lignes directrices pour l'élaboration de plans locaux d'adaptation ont été révisées et approuvées en juin 2018.

Le projet doit une grande part de son succès à la forte adhésion qui lui a été apportée sur le plan local, renforcée par les formations dispensées aux agents de la fonction publique et aux membres des communautés. Dix techniciens de l'Institut national pour la gestion des catastrophes et des agents de la fonction publique des districts de Chibuto, Chókwè et Guijá ont été formés à la nouvelle méthodologie pour les activités de GRC à base communautaire. À leur tour, ceux-ci ont formé des membres des 32 communautés-cibles à l'analyse des aléas, de la vulnérabilité et des capacités. Des formations ont également été dispensées pour améliorer les systèmes d'alerte précoce à base communautaire et pour concevoir et porter à exécution des plans de préparation et d'intervention en cas de catastrophe. Cette mobilisation a permis d'achever un plan de préparation aux catastrophes naturelles pour le district de Guijá.

Pleins phares : Évaluation de l'impact et des besoins liés à la sécheresse en Somalie

Les sécheresses à répétition, l'insécurité alimentaire et le risque de famine qui en découle ont provoqué un cycle dévastateur de catastrophes en Somalie au cours des dernières dizaines d'années. La sécheresse de 2016-2017 a laissé plus de 6,2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire et dans le besoin d'assistance humanitaire. Bien que la famine ait été évitée, il demeure un risque latent au cours des années à venir. Depuis la fin de la dernière sécheresse en 2011, si certes près de 4,5 milliards de dollars ont été dépensés à des interventions d'urgence destinées à sauver des vies en Somalie, seuls des gains de développement à long terme permettront au pays de rompre avec son cycle de crises récurrentes.

En août 2017, le gouvernement fédéral de Somalie a sollicité le soutien de l'UE, du PNUD et de la Banque mondiale/GFDRR pour identifier les causes profondes de ces sécheresses à répétition. L'évaluation de l'impact et des besoins liés à la sécheresse (DINA) entreprise par le gouvernement avec le soutien de ses trois partenaires a révélé ces causes, ce qui lui a permis d'établir le cadre pour l'élaboration de stratégies de relèvement efficace à moyen terme et d'efforts de résilience à long terme.

Le DINA a estimé que les sécheresses de 2016 et 2017 ont provoqué des dommages et des pertes d'un coût total de plus de 3,25 milliards de dollars dans un certain nombre de secteurs, nécessitant des interventions de relèvement estimées à 1,77 milliard de dollars. Le DINA a porté sur l'intégralité des 18 régions de la péninsule de la Somalie qui avaient été touchées par la sécheresse, en ayant recours à une combinaison unique de technologies de télédétection (partant d'images satellites jusqu'à des relevés de terrain sur place) pour combler les informations manquantes des régions d'accès impossible en raison de l'insécurité qui y règne.

Le DINA est aligné sur le plan d'intervention humanitaire, reliant ainsi les interventions humanitaires aux interventions de relèvement. Plus de 180 experts du secteur de la fonction publique et des partenaires internationaux ont collecté, validé et analysé les données, et élaboré des stratégies de relèvement dans 18 secteurs et domaines transversaux. Le DINA et le plan d'intervention humanitaire à eux deux constituent les fondements d'un plan d'action de lutte contre la sécheresse pour la Somalie pour de nombreuses années à venir.

Les volumes du rapport sont disponibles en ligne :

- Volume I: <https://www.gfdr.org/somalia-dina-volume1>
- Volume II: <https://www.gfdr.org/somalia-dina-volume2>
- Volume III: <https://www.gfdr.org/somalia-dina-volume3>

➤ Un article sur le projet est disponible à : <https://www.gfdr.org/somalia-engaging-early-and-together>



Le programme aux Caraïbes


Les activités du programme ACP-UE NDRR aux Caraïbes au cours de l'exercice 2018 ont témoigné d'un changement d'orientation, favorisant les interventions en faveur de la GRC axée sur une démarche d'anticipation par rapport aux interventions post-catastrophe. Les projets ont accéléré sur le financement des risques de catastrophes et ont aidé des pays à identifier les risques que les aléas naturels posent pour des infrastructures essentielles, ainsi que les investissements possibles pour y remédier.

ACTIVITÉS AUX CARAÏBES

Cette section présente un large tour d'horizon des projets aux Caraïbes ayant reçu l'appui du programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice 2018. L'annexe 2 donne une description concise de chaque projet. Onze projets nationaux (Volet 2) étaient actifs aux Caraïbes au cours de l'exercice 2018.

Un programme au cours de l'exercice 2018 a compris quatre projets nationaux qui ont accéléré les travaux sur le **financement des risques de catastrophes au Belize, à la Grenade, en Jamaïque et à Sainte-Lucie**. Ces projets sont venus à l'appui des gouvernements de ces pays pour mieux comprendre et gérer les impacts budgétaires des catastrophes et pour identifier des options de protection financière rentables. Chaque projet a réalisé une évaluation des pertes historiques et des dépenses publiques liées aux catastrophes, établi le profil de risques de catastrophes du pays et identifié les options pour une stratégie de financement des risques de catastrophes (pour plus d'informations, voir plus loin la section Pleins phares).

En **République dominicaine**, un projet sous-tendant la préparation d'une stratégie de protection financière établit les profils de risques de catastrophes pour les tremblements de terre et les ouragans et prône l'élaboration de politiques de GRC propices à la **prospérité partagée**, en analysant les incidences des catastrophes sur la pauvreté et le bien-être. À **Sainte-Lucie**, un projet analysant l'impact des catastrophes naturelles sur la vulnérabilité sociale éclairera des stratégies et des politiques de GRC qui ciblent mieux les populations pauvres et socialement vulnérables.


Forêt tropicale, Dominique / Source iStock

Le programme ACP-UE NDRR a également soutenu des pays à évaluer les risques que posent les aléas naturels aux infrastructures essentielles. À Sainte-Lucie, des outils ont été mis au point pour évaluer les risques d'aléas provenant de glissements de terrain, de tremblements de terre et d'inondations, et un système est en cours d'élaboration qui viendra étayer l'inventaire des infrastructures. En République dominicaine, un projet a évalué les risques auxquels font face les écoles publiques, en appliquant à 48 établissements scolaires l'indice de la sécurité dans les écoles et en produisant 48 cartes des aléas pour les risques de sécheresse, de crues et de feux de friches. En Jamaïque, le ministère des Transports a reçu un appui pour réaliser une analyse de l'impact d'inondations et d'aléas sur le réseau routier et les infrastructures de transport et pour rédiger les lignes directrices pour la gestion et restauration du littoral (pour plus d'informations, voir plus loin la section Pleins phares).

Le programme ACP-UE NDRR prône aussi la résilience urbaine. Au Suriname, une évaluation des risques d'inondations pour la région du Grand Paramaribo a été réalisée et des investissements prioritaires de réduction des inondations ont été identifiés. En s'appuyant sur ce soutien, un projet de suivi ACP-UE NDRR apporte un appui au Gouvernement du Suriname dans la mise en œuvre de nouveaux investissements d'atténuation des crues se concentrant sur le canal de Saramacca.

ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE

Le programme ACP-UE NDRR a financé deux **évaluations des besoins post-catastrophe** aux Caraïbes au cours de l'exercice 2018 (Volet 3), qui ont mobilisé un important soutien supplémentaire. Le PDNA réalisé en réponse à l'ouragan Irma, qui s'est abattu sur **Antigua-et-Barbuda** la nuit du 5 au 6 septembre 2017, estimait que les pertes et les dommages matériels s'élevaient à 155 millions de dollars et les besoins de relèvement et de reconstruction à 222 millions de dollars. Le PDNA a aidé à mobiliser des fonds supplémentaires, dont 5,9 millions de dollars auprès de l'UE, pour la reconstruction de logements à Barbuda.

Le PDNA qui a établi les dommages matériels, les pertes et les besoins résultant de l'ouragan Maria qui s'est abattu sur la **Dominique** le 18 septembre a été présenté lors d'une Conférence d'annonce de contributions de haut niveau ONU-CARICOM en novembre 2017 dans le but de mobiliser du soutien pour les pays des Caraïbes. La Dominique a obtenu deux opérations de soutien d'urgence de la Banque mondiale s'élevant au total à 65 millions de dollars pour rétablir les moyens de subsistance agricoles et reconstruire les logements détruits, aux côtés d'autres engagements. Une activité de suivi ACP-UE NDRR soutient dorénavant la **reconstruction résiliente** à la Dominique et vise à améliorer l'application et l'adoption de pratiques de construction résiliente et une prise en compte de la notion de reconstruire en mieux dans le secteur de l'immobilier.



Rue principale de Caye Caulker, Belize / Source iStock

Pleins phares : Assistance technique au financement des risques de catastrophes des Caraïbes



Après une catastrophe, le budget du pays sinistré fait face à de multiples pressions : hausse du nombre de personnes tributaires de l'aide d'urgence, baisse des recettes de l'État dues aux dommages subis par les entreprises publiques, perturbations des chaînes d'approvisionnement, hausse des dépenses pour la reconstruction des infrastructures publiques. D'où l'importance cruciale de réfléchir en amont d'une catastrophe au moyen de faire face à de tels coûts. Avec sa saison des ouragans, la région des Caraïbes est particulièrement vulnérable, comme l'ont bien montré les dommages sans précédent causés par les ouragans Maria et Irma dans plusieurs îles en 2017.

Le projet d'assistance technique au financement des risques de catastrophes des Caraïbes a aidé le Belize, la Grenade, la Jamaïque et Sainte-Lucie à concevoir des stratégies adaptées et financièrement rentables pour aider chaque pays à améliorer sa résilience budgétaire aux catastrophes. Le projet a produit des informations de référence sur les pertes historiques et les dépenses publiques liées aux catastrophes au cours des 15 dernières années et a dressé le profil de risques de catastrophes de chaque pays en termes de risques de tremblements de terre et de tempêtes.

Les insuffisances en matière de protection budgétaire souveraine contre les catastrophes et les risques liés au climat ont été analysées en étroite coopération avec le ministère des Finances de chacun de ces pays. Pour chaque pays, l'analyse a quantifié ses engagements conditionnels pour estimer le risque budgétaire des catastrophes naturelles ; examiné ses systèmes existants de gestion des finances publiques en cas de catastrophes et son cadre juridique pour faire face aux chocs ; et évalué le marché national de l'assurance, hors assurance-vie, pour en déterminer la capacité à bâtir un secteur financier solide pour le transfert des risques publics et privés.

Ces efforts ont permis de mieux comprendre les actifs exposés et les risques budgétaires. Par exemple, on estime que le Gouvernement de la Jamaïque aurait besoin de consacrer environ 121 millions de dollars par an pour faire face aux impacts des ouragans et des inondations. En fonction des priorités et du contexte économique de chacun de ces pays, leur ministère des Finances a identifié des solutions sur mesure comme étant des champs d'action prioritaires à améliorer. Deux d'entre eux portaient sur la rationalisation des rapports sur les dépenses post-catastrophe et la création de fonds de réserve d'urgence.

Les rapports précisant les recommandations à apporter pour renforcer la protection financière ont été communiqués et discutés avec les parties prenantes du pays et d'autres partenaires du développement lors d'un atelier d'échange sud-sud qui s'est déroulé en octobre 2017 à Bridgetown, à La Barbade. Les rapports finaux ont été publiés et lancés lors d'une session à l'occasion du Forum Understanding Risk qui s'est déroulé à Mexico le 15 mai 2018. Ces rapports ont d'ores et déjà contribué à la rédaction d'articles sur l'évaluation de la politique sur le changement climatique et d'articles nationaux sur la politique de finances publiques.

➤ Les rapports pour le Belize, la Grenade, la Jamaïque et Sainte-Lucie sont disponibles à : <https://www.gfdrr.org/belize-grenada-jamaica-and-saint-lucia-reports-advancing-disaster-risk-financing>

Pleins phares : Renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique dans le processus de planification du développement de la Jamaïque



Plusieurs mesures peuvent renforcer un cadre de GRC, citons trois d'entre elles à titre d'exemples : l'intégration de la GRC dans les politiques de développement, l'amélioration de l'application des analyses des risques de catastrophes dans divers secteurs et le renforcement des capacités institutionnelles pour la prévention des vulnérabilités face aux catastrophes. Au cours de l'exercice 2018, le projet ACP-UE en Jamaïque les a adoptées dans le but de mettre au point de nouveaux outils de risques pour guider les efforts de prévention des risques et de préparation aux urgences, et pour aider le Gouvernement de la Jamaïque à mieux intégrer les dimensions de la PRC et de l'ACC dans les processus nationaux de planification du développement.

À titre de première étape, le projet a apporté son soutien au gouvernement à réaliser une analyse de l'impact des crues et des glissements de terrain sur le réseau routier et les infrastructures de transport de la Jamaïque. Le rapport « Évaluation des risques d'aléas et de catastrophes naturels pour l'amélioration de la gestion des infrastructures de transport - la justification de l'application pour la Jamaïque » a été finalisé et va maintenant éclairer les décisions que prendra le ministère des Transports.

Le projet a finalisé les Lignes directrices pour la protection et restauration du littoral, qui ont été élaborées avec le groupe de travail technique composé de représentants d'instances locales, comme l'Organisme national de l'environnement et du plan et le Bureau de préparation aux catastrophes et de gestion des urgences. Ces nouvelles lignes directrices fournissent des conseils sur la manière de porter à exécution des programmes et des activités de gestion du littoral à la Jamaïque et sur la façon d'assurer la résilience climatique de ces interventions.

Une Stratégie nationale pour la réinstallation concernant les catastrophes naturelles a été élaborée, en vue de se préparer aux futurs impacts éventuels du changement climatique. Plusieurs organismes publics ont participé à l'élaboration de la stratégie, dont le ministère de la Croissance économique et de la création d'emplois, qui coordonne le programme de réinstallation sur le plan national. La version définitive de la stratégie a été remise au gouvernement.

L'élément final du projet a porté sur le renforcement de la préparation aux urgences. Les insuffisances en matière de renforcement des capacités ont été relevées dans une analyse pour contribuer éventuellement à un plan de formation futur à la préparation aux urgences et à leur gestion.

Le projet ACP-UE NDRR a été mené à bien et ses résultats viendront compléter le projet en cours de la Banque mondiale de « réduction de la vulnérabilité aux catastrophes de la Jamaïque ». Ce dernier a pour but de venir à l'appui à la préparation aux urgences et à la capacité d'intervention de la Jamaïque face aux impacts des aléas naturels, pour lequel l'analyse réalisée dans le cadre du projet ACP-UE NDRR sera indispensable.

➤ Les Lignes directrices pour la protection du littoral et la restauration des plages sont disponibles à : <https://www.gfdrr.org/jamaica-coastalmgmt-beathrestoration-guidelines>



Côte jamaïcaine à Negril / Source iStock

Le programme dans le Pacifique



Les activités ACP-UE NDRR dans le Pacifique au cours de l'exercice 2018 ont aidé les pays à évaluer leurs risques climatiques et leurs risques de catastrophes, et à se servir de ces évaluations pour éclairer les efforts de sensibilisation et l'élaboration de politiques. Divers projets ont également contribué au renforcement institutionnel pour la GRC.

ACTIVITÉS DANS LE PACIFIQUE

Cette section présente un large tour d'horizon des projets dans le Pacifique ayant reçu l'appui du programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice 2018. L'annexe 2 donne une description concise de chaque projet.

Le programme ACP-UE NDRR a appuyé trois projets régionaux (Volet 1) au cours de l'exercice 2018 dans le Pacifique. Le premier d'entre eux a renforcé les capacités de plusieurs **États insulaires du Pacifique**, à savoir les États fédérés de Micronésie, les îles Fidji, la République des Îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, le Tonga et le Vanuatu, afin d'intégrer la GRC et l'ACC dans la conception des **investissements dans les infrastructures**. Les outils et les évaluations élaborés dans le cadre de ce projet, comme l'évaluation de la vulnérabilité routière à Samoa et l'évaluation des risques d'aléas du littoral dans la République des Îles Marshall, contribuent au programme de résilience du Pacifique de plus grande envergure financé par la Banque mondiale.

D'autres projets régionaux ont soutenu l'élaboration **d'évaluations des risques**. L'un d'entre eux a renforcé les capacités et la volonté d'États insulaires du Pacifique de déployer des véhicules aériens sans pilote (des drones) pour réaliser des évaluations des risques de catastrophes et climatiques et procéder au relevé de l'île principale du **Tonga** (pour plus d'informations, voir la section Pleins phares plus loin). Un projet en **République des Îles Marshall et dans les États fédérés de Micronésie** a planifié les activités de cartographie des aléas, des vulnérabilités et des capacités pour 10 communautés et évaluera les risques posés aux bâtiments publics, comme les écoles et les hôpitaux.



Île tropicale, Palau, Micronésie / Source iStock

Six projets nationaux (Volet 2) dans le Pacifique ont contribué à des **études** qui éclaireront les politiques futures. Aux **Fidji**, une évaluation de la vulnérabilité climatique a évalué l'impact du changement climatique au cours des décennies à venir. Celle-ci a été présentée en novembre 2017 lors de la 23e session de la Conférence des Parties (COP23) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), organisée par les Fidji à Bonn en Allemagne (pour plus d'informations, voir la section Pleins phares plus loin). Aux **îles Salomon**, les travaux ont commencé sur une étude évaluant les risques de crues dans la capitale Honiara et exposant les options pour éclairer un plan de gestion des risques d'inondations. Un soutien a été apporté au Gouvernement de **Kiribati** pour planifier une expansion urbaine résiliente qui répond aux besoins et aux priorités des ménages à revenu faible et à revenu intermédiaire faible, en analysant la manière dont le changement climatique se répercute sur les moteurs de l'urbanisation et en élaborant puis réalisant une enquête sur les besoins et les priorités de logement, parmi les autres mesures prises.

Plusieurs projets nationaux ont été conçus à l'appui du **renforcement institutionnel de la GRC**. Au **Vanuatu**, la loi nationale sur les catastrophes a été révisée, deux centres provinciaux de gestion des catastrophes ont été construits dans les provinces de Tafea et de Torba, et des abris pour 8 stations sismiques ont été construits et équipés. Aux **îles Salomon**, un examen du plan national de gestion des catastrophes a été réalisé et a reçu l'aval du Conseil national des catastrophes et le plan de GRC communautaire a été achevé pour 55 communautés ciblées. Au **Tonga**, un projet a revu et mis à jour la loi et le plan national de gestion des urgences du Tonga. Celui-ci a soutenu la mise en œuvre du plan d'intervention national suite au passage du cyclone tropical Ian, qui prévoit le renforcement de la résilience au changement climatique des logements et de certaines installations communautaires pour la population touchée des îles Ha'apai.

ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE

Le programme ACP-UE NDRR a financé une **évaluation rapide des dommages** suite au passage du cyclone tropical Gita qui s'est abattu sur le **Tonga** en février 2018 (Volet 3). Le cyclone tropical a provoqué des dommages généralisés et a directement affecté près de 80 % de la population. L'évaluation a eu recours à des UAV (des drones), qui ont été testés dans le cadre du Volet 1 du projet ACP-UE NDRR et ont réalisé un relevé du Tonga avant le passage du cyclone Gita. La comparaison des images d'avant et d'après la catastrophe a permis de déterminer la marche à suivre quant aux efforts de reconstruction et de relèvement à déployer (pour plus d'informations, voir la section Pleins phares plus loin).



Le village traditionnel de Navala, Fidji / Source iStock

Pleins phares : Évaluation de la vulnérabilité climatique : Rendre les Fidji résilient



Les Fidji forment un petit État insulaire du sud de l'océan Pacifique, d'une superficie de 18 000 km² répartie entre plus de 332 îles et d'une population d'environ 900 000 habitants. Les Fidji sont confrontés à des difficultés de développement considérables, qui sont étroitement liées aux impacts du changement climatique. Les aléas naturels ont de très fortes incidences sur la croissance du PIB : d'ici à 2050, les pertes annuelles des Fidji attribuables à des événements climatiques extrêmes pourraient atteindre 6,5 % du PIB.

L'évaluation de la vulnérabilité climatique pour les Fidji a révélé les risques climatiques et les risques de catastrophes aux Fidji, ainsi que les besoins et les possibilités de développement, afin d'éclairer la planification du développement et les décisions d'investissement. Le rapport a été présenté lors de la 23e session de la Conférence des Parties (COP23) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en novembre 2017, sous l'égide de la présidence des Fidji de cette rencontre internationale majeure. La publication du rapport s'est accompagnée d'un film de réalité virtuelle intitulé « Notre foyer, Notre peuple ». Parmi les grandes prévisions du rapport, citons :

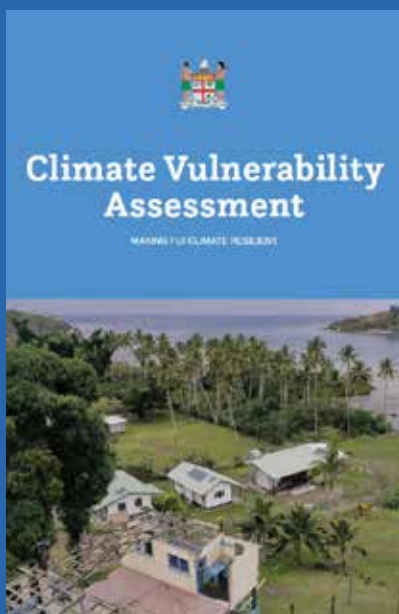
- D'ici à 2050, les pertes annuelles des Fidji attribuables à des événements climatiques extrêmes pourraient atteindre 6,5 % du PIB en raison de l'impact du changement climatique ;
- Le nombre des Fidjiens sombrant dans la pauvreté et la précarité pourrait augmenter, passant de 25 700 personnes par an à 32 400 par an d'ici à 2050 ;
- Le coût croissant des catastrophes liées au changement climatique est susceptible d'augmenter très nettement ; certaines prévisions envisagent que les inondations et les cyclones pourraient entraîner des pertes jusqu'à 30 % supérieures aux moyennes actuelles.

L'évaluation a retenu 125 mesures dans cinq champs d'action prioritaires qui peuvent aider les Fidji à minimiser leurs risques et à s'adapter au changement climatique. D'après l'évaluation, le coût du financement de ces interventions sur 10 ans est estimé à 4,5 milliards de dollars. La méthodologie utilisée dans le rapport peut être reprise par d'autres pays pour éclairer leurs propres plans de GRC et d'adaptation.

➤ Le rapport final de l'évaluation de la vulnérabilité climatique est disponible à : <https://www.gfdr.org/fiji-cva-fullreport>

➤ La vidéo d'accompagnement du rapport final est disponible à : <https://youtu.be/toOLqRJDV8k>

➤ Un article « Récits d'impacts » concernant la vulnérabilité climatique pour les Fidji est disponible à : <https://www.gfdr.org/fiji-cva-resultsinresilience>



Pleins phares : Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour l'évaluation de catastrophes dans les îles du Pacifique



Les petits États insulaires figurent parmi les pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique et des catastrophes naturelles. Or, bien souvent, ces États sont dépourvus de données élémentaires qui permettent d'effectuer des analyses pour évaluer, identifier et quantifier les risques et de réaliser des évaluations rapides à la suite d'une catastrophe. En raison de leur géographie unique, consistant essentiellement en de petites îles souvent isolées, il convient d'apporter à ces pays une solution locale à la collecte de données de haute résolution. Des véhicules aériens sans pilote (des drones) peuvent justement contribuer à combler ce déficit d'informations sur les risques, dans la mesure où ils apportent un moyen souple de collecter des images pour compléter les sources traditionnelles qui existent, provenant de satellites notamment.

Le Projet UAV4Resilience - Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations de catastrophes dans les îles du Pacifique a développé les capacités et la volonté des Fidji et du Tonga à déployer des drones en vue de réaliser des évaluations des risques de catastrophes et des risques climatiques, ainsi que pour l'identification rapide des dommages subis par le milieu physique dans des situations post-catastrophe. Dans le cadre du projet, des images aériennes de haute résolution obtenues par les drones ont produit des données de cartographie de référence et des modèles altimétriques numériques ex-ante financièrement rentables. Le développement des capacités locales et la production de données par une approche ascendante (« bottom-up ») ont favorisé une meilleure appropriation des données. Dorénavant, les ensembles de données peuvent être actualisés fréquemment, par exemple pour surveiller les changements survenus au niveau de l'environnement physique, de la cartographie des parcelles et du suivi des cultures.



Comparaison : image des drones (en haut)
– image satellite (en bas)/ Source Banque
Mondiale

Le projet UAV4Resilience a procédé au relevé de Tongatapu, l'île principale du Tonga, en octobre 2017. La situation du Tonga a également été évaluée à l'aide de drones suite au passage du cyclone tropical Gita qui s'est abattu sur l'île en février 2018. La comparaison des images d'avant et d'après la catastrophe a permis de créer une carte de référence post-catastrophe pouvant être progressivement actualisée au fil des phases de relèvement et de reconstruction.

Les résultats du projet peuvent potentiellement être source d'inspiration quant au recours à des drones bien au-delà du Pacifique. Ceux-ci ont été communiqués lors de la réunion ministérielle du G7 qui s'est déroulée entre le 31 mai et le 2 juin 2018 et les ensembles de données des drones sont disponibles sur [OpenAerialMap.org](https://openaerialmap.org).

➤ Un article de fond « Récits d'impacts » est disponible à : <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/UAV4Resilience.pdf>

➤ L'évaluation rapide post-catastrophe est disponible à : <https://www.gfdr.org/tonga-post-disaster-assessment-2018>

➤ Les images de drone du Tonga sont disponibles à : https://map.openaerialmap.org/#/-175.078125,-21.289374355860424,6/square/20002233?_k=30r0sv



Utilisation des drones/ Source Banque Mondiale Privé

Tirer parti des investissements dans la gestion des risques de catastrophes

Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a bénéficié de la capacité de la GFDRR à exploiter non seulement le pouvoir de mobilisation et l'expertise technique de la Banque mondiale, mais aussi ses capacités de financement et à attirer des financements provenant d'autres sources. Le programme ACP-UE NDRR a porté à exécution plus d'une centaine de projets dans plus de 50 pays ACP, qui ont abouti à des investissements supplémentaires importants dans la GRC. À ce jour, le programme ACP-UE NDRR a mobilisé près de 2 milliards de dollars par le biais de *cofinancement, d'effet de levier par facilitation et d'effet de levier par l'information*.

Le **cofinancement** est un financement conjoint ou parallèle d'un projet au moyen de prêts et/ou de subventions. Dans le cas présent, le projet ACP-UE NDRR s'inscrit dans un montage financier de plus large envergure comportant d'autres sources de financement. Ces différentes sources financent ensemble le même programme, le même objectif, les mêmes composantes et les mêmes résultats attendus, en vue d'éviter la fragmentation de l'assistance. Aucun nouveau cas de cofinancement ne s'est produit au cours de l'exercice 2018.

Effet de levier par facilitation : il s'agit de la capacité d'un projet ACP-UE NDRR à déclencher des financements qui sans lequel n'auraient jamais vu le jour. On entend par là, par exemple, les cas où le cofinancement est une condition préalable à l'obtention d'un financement additionnel, ou lorsque les activités du projet ACP-UE NDRR veillent à ce qu'un pays réponde aux critères pour avoir droit à un prêt de la Banque mondiale (opération d'appui aux politiques de développement). Quatre nouveaux cas d'effet de levier par facilitation ont été relevés au cours de l'exercice 2018 : deux projets en Afrique, un aux Caraïbes et un dans le Pacifique.

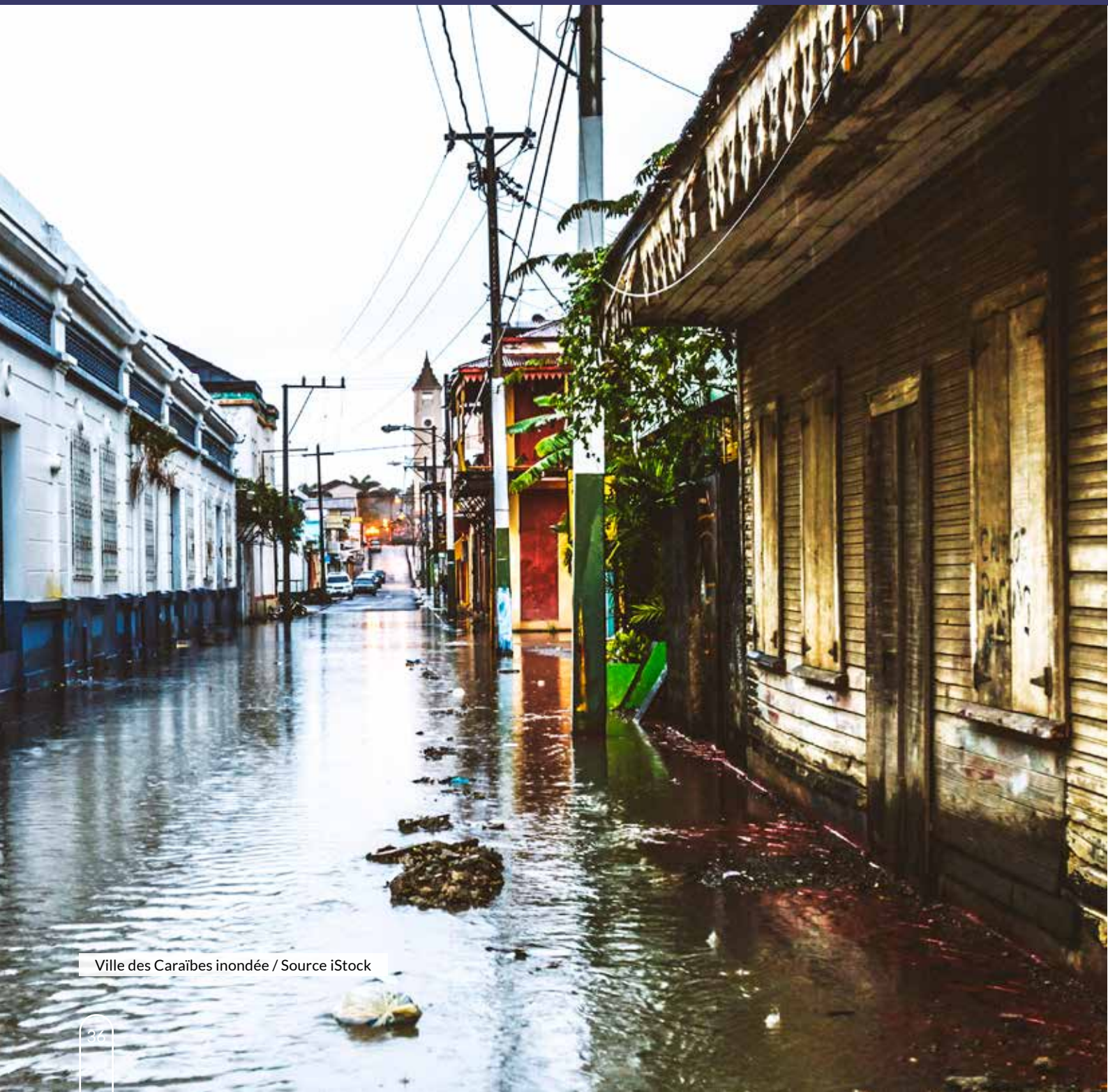
- Le projet au **Mozambique d'Intégration de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement de districts**, financé par une contribution à hauteur de 580 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a permis l'approbation du *Programme de gestion des risques de catastrophe et de résilience du Mozambique* de 80 millions de dollars financé par la Banque mondiale. Ce programme a pour objectif de renforcer les capacités du Gouvernement du Mozambique en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention, et d'accroître la résilience des infrastructures publiques clés dans les régions sujettes à des risques.
- Le projet au **Zimbabwe d'Intégration de la prévention des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement local par le biais de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze**, financé par une contribution de 500 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a permis l'approbation d'une contribution de 407 000 dollars de la Croix-Rouge danoise.
- Le projet en **République dominicaine Renforcer la résilience physique et financière de la République dominicaine pour assurer une prospérité partagée**, financé par une contribution de 800 000 dollars à partir du programme ACP-UE NDRR, a permis l'approbation par la Banque mondiale d'un *prêt à l'appui de politiques de développement avec option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (CAT-DDO)* de 150 millions de dollars.
- Le projet **d'évaluation de la vulnérabilité climatique pour les Fidji**, financé par une contribution de 450 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a permis l'approbation d'une *Opération de viabilité budgétaire et de développement de la résilience au changement climatique des Fidji* de 15 millions de dollars financée par la Banque mondiale. Cette opération d'appui aux politiques de développement soutiendra les efforts de réforme des Fidji en vue de renforcer la viabilité budgétaire du pays à moyen terme, tout en engageant les réformes structurelles nécessaires pour améliorer le climat des affaires et sa résilience au changement climatique.

L'effet de levier par l'information se produit dès lors que le projet ACP-UE NDRR éclaire une autre opération de financement de la Banque mondiale ou fournit des éléments d'appréciation (comme des évaluations des risques ou des évaluations des besoins post-catastrophe) qui éclairent des investissements plus importants de la part de gouvernements nationaux ou de partenaires du développement. L'autre opération de financement ou investissement plus important aurait donc été conçu(e) différemment si les activités au titre du projet ACP-UE NDRR n'avaient pas eu lieu. Huit nouveaux cas d'effet de levier par l'information ont été relevés au cours de l'exercice 2018, dont quatre en Afrique et quatre aux Caraïbes.

- Le projet au **Cameroun d'Intégration des considérations liées au climat et aux risques de catastrophe dans la planification du développement** éclaire le projet de *Développement de villes inclusives et résilientes* de 160 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui soutient les efforts déployés par le Gouvernement du Cameroun pour améliorer les conditions de vie en milieu urbain et la résilience aux aléas naturels dans sept villes. Le projet ACP-UE NDRR fournit des évaluations des risques de catastrophes de certaines villes bénéficiaires et apporte de l'assistance technique aux municipalités pour intégrer les informations sur les risques climatiques et les risques de catastrophes dans la planification urbaine et les investissements urbains.
- Le projet en **République démocratique du Congo de Développement urbain de Kinshasa** éclairera le projet de *Développement urbain et de résilience de Kinshasa* de 150 millions de dollars financé par la Banque mondiale. Le premier projet vient à l'appui d'une étude approfondie sur les risques de catastrophes à Kinshasa, et le deuxième appuiera le Gouvernement de la RDC à améliorer les conditions de vie de certains quartiers pauvres et vulnérables de Kinshasa.
- Le projet au **Rwanda de Renforcement de résilience face au risque d'inondation dans le nord-ouest du pays** améliore les capacités de prévision et d'alerte précoce d'inondations dans le bassin fluvial de la Sebeya dans le nord-ouest du Rwanda. Les résultats de ce projet éclairent le projet d'*Approche paysagère du reboisement et de la conservation des forêts* de 9,5 millions de dollars financé par la Banque mondiale qui prône des activités de prévention des risques d'inondations et de restauration des terres.
- Le projet au **Sierra Leone d'Évaluation rapide des dommages et des pertes suite à des inondations et des glissements de terrain et le cadre de relèvement** éclaire le *Projet de relance d'urgence de Freetown*, de 10 millions de dollars financé par la Banque mondiale. L'évaluation a mis en avant une estimation économique des pertes et dommages dus aux glissements de terrain et aux inondations d'août 2017, s'élevant au total à 31,65 millions de dollars, et le cadre de relèvement ultérieur a établi un cadre d'interventions de relèvement échelonnées en fonction des priorités. Le Cadre de relance d'urgence de Freetown de la Banque mondiale assiste à la remise en état d'infrastructures essentielles sélectionnées et renforce les capacités du gouvernement à gérer les risques de catastrophe.
- À la **Dominique, le projet d'Évaluation des catastrophes après le passage de l'ouragan Maria et soutien à la planification du relèvement** a éclairé plusieurs projets financés par la Banque mondiale. Le premier est le projet de 40 millions de dollars de *Reconstruction du logement* à la Dominique, qui se concentre sur la reconstruction de logements et l'amélioration de l'application de pratiques de construction résilientes. Le deuxième est le projet de 25 millions de dollars de *Résilience au changement climatique et des moyens de subsistance agricoles d'urgence*, qui aide les agriculteurs et les pêcheurs à rétablir leur production et leurs systèmes d'agriculture et de pêche et à adopter des pratiques intelligentes face au climat. Par ailleurs, la Banque mondiale a apporté un financement additionnel de 31 millions de dollars au *Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes* de la Dominique, qui appuie des investissements dans des infrastructures résilientes à la Dominique et améliore les systèmes de collecte et de surveillance des données sur les aléas.
- Le projet au **Suriname d'Assistance technique de résilience au changement climatique et de gestion des inondations de Paramaribo** éclaire le projet de 30 millions de dollars financé par la Banque mondiale de *Remise en état du canal de Saramacca*. Le projet ACP-UE NDRR a aidé le Gouvernement du Suriname à lancer et à mettre en œuvre un nouvel investissement dans l'atténuation des crues, en se concentrant sur le canal de Saramacca, identifié comme relevant d'un investissement prioritaire lors d'une étude préalable soutenue par le projet ACP-UE NDRR sur les risques d'inondations dans la région du Grand Paramaribo. Le projet de *Remise en état du canal de Saramacca* vise à améliorer le fonctionnement du réseau du canal de Saramacca pour la gestion des risques d'inondations et la navigation, et par conséquent à y réduire les risques d'inondations.

Annexe I : Communication et Visibilité

Entre juillet 2017 et juin 2018, divers rapports, résultats de projet et documents de sensibilisation ont été publiés au titre du programme ACP-UE NDRR.



Ville des Caraïbes inondée / Source iStock

RAPPORTS D'ACTIVITÉ ET BROCHURES



BROCHURE DU PROGRAMME ACP-UE NDRR

Une brochure a été mise à jour, mettant en avant les objectifs et une sélection de réalisations du programme ACP-UE NDRR. La brochure est disponible à : <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/ACP-EU NDRR Program Brochure - FR.pdf>

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PROGRAMME ACP-UE NDRR 2016-2017

Le rapport d'activité ACP-UE NDRR pour 2016-2017 présente le soutien apporté par le programme à des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour renforcer leur résilience face aux aléas naturels et à l'adaptation au changement climatique, tout en relevant les faits saillants des enseignements tirés de projets spécifiques. Le rapport est disponible à : https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/ACP-EU NDRR 2016-17 Activity Report - FR_1.pdf



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU RÉSULTAT 2 2016-2017

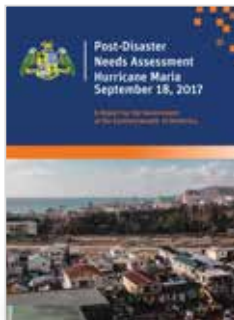
Le rapport d'activité pour le programme du Résultat 2 pour la période 2016-2017 présente le soutien apporté par le programme à des communautés économiques régionales africaines à développer leurs capacités de coordination, de planification et de conseils stratégiques en matière de GRC pour leurs États-membres. Le Résultat 2 fait partie du programme de *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne* et est financé au moyen d'une contribution supplémentaire au Fonds fiduciaire à bailleur unique du programme ACP-UE NDRR. Le rapport est disponible à : <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/R2 2016-17 Activity Report - FR.pdf>

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'INITIATIVE DE FINANCEMENT DES RISQUES DE CATASTROPHES EN AFRIQUE 2016-2017

Le rapport d'activité du programme du Résultat 5 pour la période 2016-2017 fait la synthèse des activités et des réalisations accomplies dans le cadre du Résultat 5 du programme de *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne*. Le Résultat 5, aussi appelé l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique, vise à aider les pays africains à élaborer sur le plan national des outils et des stratégies de financement des risques qui présentent le potentiel de réduire considérablement les pertes subies en cas de catastrophe, d'accélérer le relèvement et de renforcer la résilience face aux aléas naturels. Le Résultat 5 n'est pas financé par le programme ACP-UE NDRR. Le rapport est disponible à : <https://www.gfdr.org/adrf-result-area-5-ar-2016-17>



DOCUMENTS DE PROJETS

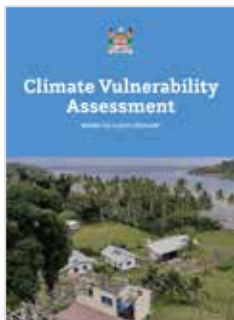


DOMINIQUE : ÉVALUATION POST-CATASTROPHE À LA SUITE DU CYCLONE TROPICAL MARIA

Le programme ACP-UE NDRR a financé une évaluation post-catastrophe qui a évalué les dommages et les pertes que la Dominique a subis à la suite du passage du cyclone tropical Maria, cette tempête de catégorie 5 qui s'est abattue sur la Dominique en septembre 2017. L'évaluation a éclairé la stratégie globale de relèvement à la Dominique, ainsi que le financement additionnel. Le PDNA est disponible à : <https://www.gfdr.org/dominica-pdna-hurricanemaria>

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : L'IMPACT DU PASSAGE D'OURAGANS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE LOCALE À COURT TERME

Ce rapport de recherches sur les politiques portant sur l'impact du passage d'ouragans sur l'activité économique locale à court terme en République dominicaine s'inscrit dans le cadre du projet de *Renforcement de la résilience physique et fiscale pour assurer une prospérité partagée en République dominicaine*. L'étude a constaté que les impacts préjudiciables des tempêtes durent environ 15 mois après leur passage, les effets les plus conséquents étant observés au bout de neuf mois, et qu'en moyenne, les tempêtes réduisent le produit intérieur brut d'environ 1,1 milliard de dollars. Le rapport est disponible à : <http://wrlid.bg/LWdE30mhSuZ>

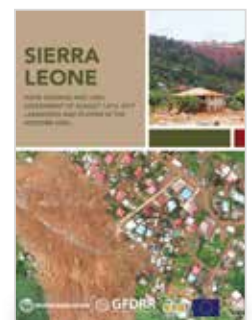


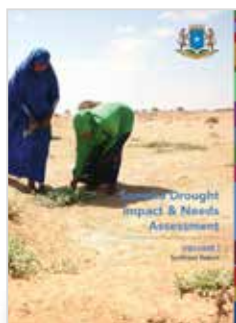
ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ CLIMATIQUE POUR LES FIDJI

Le rapport *Évaluation de la vulnérabilité climatique : Rendre Fidji résilient face au climat* a été présenté à la COP23 à Bonn, sous la présidence des Fidji de cet événement. Il présente une analyse en grande partie nouvelle, comportant des prévisions qui montrent l'impact du changement climatique aux Fidji dans les décennies à venir, ainsi que des analyses de ce que signifient les changements prévus du niveau de la mer pour les communautés côtières et les îles de basse altitude du pays. Le rapport final de l'évaluation de la vulnérabilité climatique est disponible à : <https://www.gfdr.org/fiji-cva-fullreport> Une vidéo accompagnant le rapport final est également disponible à : <https://youtu.be/toOLqRJDV8k> Un article de fond « Récits d'impacts » a été publié concernant la vulnérabilité climatique pour les Fidji, disponible à : <https://www.gfdr.org/fiji-cva-resultsinresilience>

SIERRA LEONE : ÉVALUATION RAPIDE DES DOMMAGES ET DES PERTES SUITE À DES INONDATIONS ET GLISSEMENTS DE TERRAIN

En août 2017, un énorme glissement de terrain dans la région rurale à l'ouest du Sierra Leone s'est déversé dans le bassin de la Babadorie, qui a eu pour effet d'exacerber les inondations présentes dans la région et dans la capitale, Freetown. Quelque 6 000 personnes ont été affectées, dont 1 140 ont été déclarées mortes ou disparues. Avec le financement du programme ACP-UE NDRR, une évaluation rapide des dommages et des pertes a été réalisée et le cadre de relèvement suite aux inondations a été élaboré. L'évaluation rapide des dommages et des pertes est disponible à : <https://www.gfdr.org/sierraleone-dala2017>





SOMALIE : ÉVALUATION DE L'IMPACT ET DES BESOINS LIÉS À LA SÉCHERESSE (VOLUME I, II, III)

L'évaluation de l'impact et des besoins liés à la sécheresse (DINA) a été réalisée après la sécheresse de 2016-2017 qui a amené la Somalie au bord de la famine, laissant vraisemblablement la moitié de la population dans un état d'insécurité alimentaire et dans le besoin d'aide humanitaire. L'évaluation DINA a établi que les dommages s'élevaient à 1,02 milliard de dollars et les pertes à 2,23 milliards de dollars. Celle-ci a éclairé l'élaboration d'un cadre de relèvement résilient.

Les volumes du rapport sont disponibles en ligne :

Volume I: <https://www.gfdrr.org/somalia-dina-volume1>

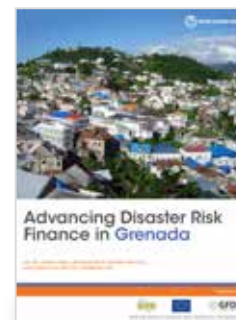
Volume II: <https://www.gfdrr.org/somalia-dina-volume2>

Volume III: <https://www.gfdrr.org/somalia-dina-volume3>

Un article sur l'évaluation DINA est disponible à : <https://www.gfdrr.org/somalia-engaging-early-and-together>

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES RISQUES DE CATASTROPHES DES CARAÏBES

Le *Programme de financement des risques de catastrophes des Caraïbes* financé par le programme ACP-UE NDRR a aidé les Gouvernements du Belize, de Sainte-Lucie, de la Jamaïque et de la Grenade à mieux comprendre et à gérer les impacts budgétaires potentiels des catastrophes, et à identifier des options de protection financière rentables. Le projet a publié des rapports s'accompagnant de recommandations pour promouvoir des stratégies nationales de financement des risques de catastrophe, disponibles à : <https://www.gfdrr.org/belize-grenada-jamaica-and-saint-lucia-reports-advancing-disaster-risk-financing>



CADRE D'ÉVALUATION DES RISQUES ET DES ALÉAS POUR BELIZE : PRIORISATION D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT

Un article a été publié sur le site web de la Banque mondiale le 25 juillet 2017, soulignant l'impact du projet financé par le programme ACP-UE NDRR mis en œuvre au Belize. Le projet a été lancé en juin 2012 et s'est terminé en juin 2016. Celui-ci a aidé le Gouvernement du Belize à mettre en place un cadre décisionnel pour identifier les investissements routiers prioritaires résilients face au changement climatique, à profiter des enseignements tirés d'autres experts et à assurer la disponibilité des données au moyen d'une interface conviviale. L'article est disponible à : <http://wrlld.bg/ojI230mhRPq>

COMMENT LA TECHNOLOGIE AÉRIENNE AIDE DES PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE À SE RÉTABLIR À LA SUITE DE CATASTROPHES NATURELLES

Un article a été publié sur le site de la Banque mondiale le 20 novembre 2017 soulignant l'impact du projet financé par le programme ACP-UE NDRR d'*Utilisation de véhicules aériens sans pilote (UAV) pour l'évaluation de catastrophes dans les îles du Pacifique*. Lancé en 2017, le projet vise à développer les capacités et la volonté des Fidji et du Tonga à déployer des drones en vue de réaliser des évaluations des risques de catastrophes et des risques climatiques, ainsi que pour l'identification rapide des dommages subis par le milieu physique dans des situations post-catastrophe. L'article est disponible à : <http://wrlld.bg/yj9q30mhVv9>



DOCUMENTS DE PROJETS



GESTION DES RISQUES D'INONDATIONS EN MILIEU URBAIN DANS LE PACIFIQUE

Une note d'information a été publiée en décembre 2017 au sujet du projet de *Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique* qui reçoit le soutien du programme ACP-UE NDRR. La note décrit une méthode de référence mise au point pour suivre les progrès de pays insulaires du Pacifique en matière d'adoption des meilleures pratiques de gestion des risques d'inondations. La gestion des risques d'inondations relève d'un processus d'évaluation des risques d'inondations, des options pour les gérer et de mise en œuvre d'un plan stratégique en vue de les réduire. Cette méthode a été appliquée pour évaluer les pratiques de gestion des risques d'inondations urbaines aux Fidji, à Samoa, aux îles Salomon et au Vanuatu. La note d'information est disponible à : <https://www.gfdrr.org/urbanfloodriskmgmt-pacific>

INITIATIVE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES

Une vidéo a été publiée sur la réunion du réseau des praticiens de l'initiative pour la résilience des petits États insulaires (SISRI) qui s'est déroulée en mai 2018 au Mexique. SISRI met en rapport les praticiens des îles les uns avec les autres ainsi qu'avec les connaissances mondiales en matière de renforcement de la résilience. La réunion a abordé tout un éventail de thèmes et attiré plus de 70 participants. La vidéo est disponible à : <https://youtu.be/MZhV1EaDh1c>



TROISIÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA RECONSTRUCTION : RAPPORT DE CONFÉRENCE ET RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La troisième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction (WRC3) a rassemblé à Bruxelles du 6 au 8 juin 2017 environ 800 participants issus de la société civile, d'administrations publiques nationales et de collectivités locales, du milieu universitaire, du secteur privé et d'organisations internationales du monde entier. La conférence a évoqué le rôle du relèvement et de la reconstruction post-catastrophe pour le renforcement de la résilience et la prévention des risques de catastrophes et les participants ont partagé leur expérience en vue de faire avancer la vision commune de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes de 2015. La conférence a été organisée conjointement par le groupe des États ACP, la Commission européenne, le PNUD, et la GFDRR/Banque mondiale. Le rapport de conférence et le résumé exécutif de la WRC3 sont disponibles à : <https://www.gfdrr.org/wrc3proceedings>

SÉRIE DE RÉCITS D'IMPACTS



TANZANIE : AMÉLIORER LES INFORMATIONS SUR LES RISQUES

Le projet de *Renforcement de la résilience climatique dans le secteur de l'eau de la Tanzanie* a apporté son appui à une activité connue publiquement sous le nom de Ramani Huria, qui signifie en swahili «carte ouverte». Ramani Huria a permis de recueillir les empreintes de plus de 750 000 bâtiments, 120 km² d'images et de modèles de surface, 2091 km de routes et des dizaines de milliers de points d'intérêt tels que les toilettes, les points d'eau, les écoles et d'autres infrastructures essentielles. L'article est disponible à : <https://www.gfdr.org/improving-riskinfo-tanzania-resultsinresilience>

TOGO : AMÉLIORER LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES NATURELLES

Le projet de *Gestion intégrée des catastrophes et des terres (IDLM)* de 16,94 millions de dollars a été financé en partie à hauteur de 7,3 millions par la GFDRR, dont une subvention de 3 millions de dollars du programme ACP-UE NDRR. Le projet IDLM s'est concentré sur le renforcement des capacités institutionnelles et de la sensibilisation à la gestion des risques d'inondation et à la dégradation des terres, sur les activités à base communautaire pour l'adaptation et la gestion durable des terres, et sur l'élaboration de systèmes d'alerte précoce et de surveillance. Plus de 115 000 citoyens ont reçu des informations sur la prévention des risques, et 87 km de réseaux d'évacuation de l'eau ont été améliorés. Ces résultats du projet et d'autres sont présentés dans le document Récits d'impacts, disponible à : <https://www.gfdr.org/togo-disaster-preparedness-resultsinresilience>



FIDJI ET TONGA : UTILISATION DE VÉHICULES AÉRIENS SANS PILOTE POUR LES ÉVALUATIONS DE CATASTROPHES AUX FIDJI ET AU TONGA

Cet article présente le soutien que le programme ACP-UE NDRR a apporté aux Fidji et au Tonga pour renforcer leurs capacités et leur volonté de déployer des véhicules aériens sans pilote (des drones) en vue de réaliser des évaluations des risques de catastrophes et des risques climatiques, ainsi que pour l'identification rapide des dommages subis par le milieu physique dans des situations de post-catastrophe. L'article décrit aussi comment des images aériennes de haute résolution obtenues dans le cadre de ce projet UAV4Resilience ont servi à l'évaluation rapide des dommages et au cadre de relèvement suite au passage du cyclone tropical Gita au Tonga, qui également a reçu le soutien du programme ACP-UE NDRR, et qui ont éclairé les efforts de reconstruction après le passage du cyclone en février 2018. L'article est disponible à : <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/UAV4Resilience.pdf>

Annexe II : Fiches d'activité



Femmes de la tribu Masaï collectant de l'eau, Kenya / Source iStock

AFRIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● BURUNDI

Préparation aux inondations et glissements de terrain pour améliorer la résilience des communautés

Contribution ACP-UE NDRR : **\$744,000**
 Durée : **06/2015 – 06/2019**

L'objectif du projet est de renforcer la résilience de communautés vulnérables au Burundi face aux inondations et aux glissements de terrain, par l'élaboration de mécanismes d'alerte précoce et d'action rapide, basés sur des prévisions météorologiques améliorées et par des capacités renforcées des autorités locales dans 56 communautés à haut risque.

Les conflits au Burundi ont retardé le démarrage du projet, mais les opérations de la Banque mondiale ont repris dans le courant de 2017. La Croix-Rouge du Burundi et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge mettront en œuvre des activités qui contribuent à la mise en place de mécanismes d'alerte précoce gérés par les communautés et à des prévisions météorologiques améliorées, à l'accroissement de la sensibilisation des communautés et au renforcement des capacités des autorités locales, ainsi qu'au regroupement et à la diffusion des enseignements sur le financement de la PRC et des risques de catastrophes.

● CAMEROUN

Intégration des considérations liées au climat et aux risques de catastrophe dans la planification du développement

Contribution ACP-UE NDRR : **\$400,000**
 Durée : **06/2018 – 02/2020**

Le projet s'appuie sur les premières mesures prises par le Gouvernement du Cameroun, sous la direction du ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement régional (MINEPAT), pour aborder la manière d'intégrer les considérations relatives au climat et aux risques de catastrophes dans la planification du développement.

Le projet éclaire la mise en œuvre du projet de développement de villes inclusives et résilientes (PDVIR) de 160 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui a été approuvé en août 2017 et soutient les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer les conditions de vie en milieu urbain et la résilience aux aléas naturels dans sept villes. Il y parviendra en réalisant des évaluations des risques de catastrophes de certaines villes bénéficiaires et en apportant une assistance technique aux municipalités pour intégrer les informations sur les risques climatiques et les risques de catastrophes dans la planification urbaine et les investissements urbains.

Le projet renforce également les capacités du Gouvernement du Cameroun d'appliquer plus généralement le Guide pour l'intégration des risques liés au climat et aux catastrophes dans la planification du développement, qui a été élaboré conjointement par MINEPAT et la GFDRR. Des formations à la planification du développement résilient seront réalisées et dispensées à des responsables gouvernementaux au niveau national et local. Par ailleurs, un programme Comprendre le risque sera élaboré en collaboration avec l'université de Yaoundé et dispensé à des étudiants et des professionnels camerounais. Le programme comportera des cours concernant l'évaluation/la modélisation des risques en mettant l'accent sur les inondations et les glissements de terrain, ainsi que l'intégration des informations sur les risques de catastrophes dans la planification urbaine.

Le projet a sollicité la participation des divers ministères concernés pour amorcer la mise en œuvre des activités et a lancé le processus de passation des marchés pour des cabinets de consultants.

AFRIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Renforcement des services hydrométéorologiques et climatologiques

Contribution ACP-UE NDRR : **\$3,000,000**

Durée : **08/2016 – 12/2019**

L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration de la qualité des services fournis par le Service national hydrométéorologique de la République démocratique du Congo, MettelSat. Ce projet est un élément important du programme-cadre régional pour l'Afrique de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) - Banque africaine de développement. Le projet s'inscrit aussi pleinement dans l'Initiative des systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (« CREWS ») lancée lors de la COP23 de la CCNUCC.

Les activités du programme renforcent les capacités institutionnelles et réglementaires de MettelSat, par la modernisation des installations et des infrastructures utilisées pour l'observation et la prévision et par l'amélioration de la prestation de services hydrométriques.

Malgré le retard de mise en œuvre du projet, les travaux se poursuivent pour une rapide mise en œuvre du projet après juillet 2018. Deux missions d'appui à la mise en œuvre ont été organisées en juillet et en novembre 2017, à la fois pour MettelSat et pour les utilisateurs, afin d'identifier les lacunes et les besoins des utilisateurs. Par ailleurs une analyse institutionnelle a été effectuée.

● RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Développement urbain et interventions de résilience de Kinshasa

Contribution ACP-UE NDRR : **\$1,000,000**

Durée : **09/2017 – 04/2019**

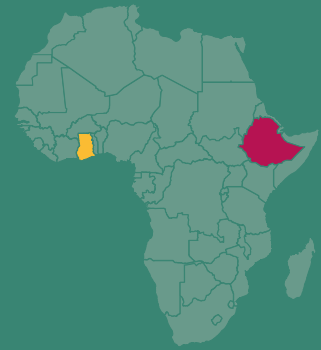
Ce projet soutient la réalisation d'études approfondies sur les risques de catastrophes à Kinshasa, en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience aux inondations, aux glissements de terrain et aux risques d'érosion. Cette étude éclairera le *Projet de développement urbain et de résilience de Kinshasa* de 150 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui apportera son soutien au Gouvernement de la République démocratique du Congo à améliorer les conditions de vie de certains quartiers pauvres et vulnérables de Kinshasa. Des investissements sélectionnés pourront faire face aux risques du changement climatique et de catastrophes grâce à la conception d'infrastructures à l'épreuve du changement climatique et par la diffusion d'exemples de bonne pratique.

L'étude effectuera l'évaluation des risques d'inondations, de glissements de terrain et d'érosion, en se concentrant plus particulièrement sur la rivière N'djili à Kinshasa. Par ailleurs, le *projet élaborera des options d'investissement intégré pour le Projet de développement urbain et de résilience de Kinshasa*, s'accompagnant d'études sur leur impact social et environnemental. Le projet produira aussi des informations locales sur la manière d'intégrer la résilience aux catastrophes et au changement climatique dans les investissements dans les infrastructures.

Deux missions ont été effectuées pour finaliser la description des activités. L'étude a démarré en septembre 2018.

AFRIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● ÉTHIOPIE

Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophes des Woreda et d'adaptation au changement climatique

Contribution ACP-UE NDRR : **\$750,000**
 Durée : **07/2015 – 09/2017**

Le projet a soutenu la Commission nationale éthiopienne de GRC à l'élaboration de profils de risques de catastrophes dans 27 woredas (districts) sélectionnés, et au renforcement des capacités institutionnelles en matière de profilage ainsi que de planification d'atténuation, d'adaptation et d'urgence des risques de catastrophe au niveau des woredas.

Des profils de risques de catastrophes améliorés, des plans de préparation aux catastrophes et des plans d'urgence ont été élaborés pour l'ensemble des 27 woredas. Les profils ont été ajoutés à la base de données des profils de risques de l'État et les enseignements tirés sur la compilation et l'utilisation des informations de PRC ont été diffusés dans les woredas.

Pour intégrer encore plus la GRC, 325 fonctionnaires ont été formés à la collecte des données et 575 autres à l'analyse, l'interprétation et la validation des données ainsi qu'à l'élaboration de plans de GRC.

● GHANA

Soutien à la prise de décision fondée sur des données probantes pour un Grand Accra propre, résilient et inclusif

Contribution ACP-UE NDRR : **\$300,000**
 Durée : **12/2017 – 12/2018**

Le projet vient à l'appui de la préparation du *Projet de développement résilient et intégré du Grand Accra* financé par la Banque mondiale, qui vise à renforcer la gestion des inondations et des déchets solides et à améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables du bassin fluvial de l'Odaw dans la région du Grand Accra.

Le projet ACP-UE NDRR aide les décideurs à identifier les infrastructures de gestion des inondations et de drainage qui peuvent être améliorées. Le projet a contribué à la conception d'infrastructures de gestion des inondations, de drainage et de traitement des déchets solides, par l'analyse et l'identification d'éventuels domaines d'intervention, et par l'examen d'études de pré faisabilité des interventions prévues dans les secteurs respectifs. Ces efforts ont abouti à l'identification d'options d'investissement qui sont exécutables, financièrement rentables, socialement acceptables et environnementalement durables.

AFRIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● MOZAMBIQUE

Promotion de l'intégration de la prévention des risques de catastrophes et du changement climatique au sein des plans de développement des secteurs et de la gestion communautaire des risques

Contribution ACP-UE NDRR : **\$580,300**

Durée : **09/2015 – 07/2018**

Le projet, porté à exécution par World Vision, a ciblé trois secteurs de la province de Gaza : Chibuto, Chókwè, Guijá, au Mozambique, en vue de renforcer les capacités des communautés pour mettre en œuvre la gestion des risques de catastrophes à base communautaire. On estime à 25 000 le nombre de personnes touchées, réparties entre 32 communautés. De surcroît, le projet a apporté son appui à des institutions locales et nationales pour intégrer la PRC et l'ACC dans la planification du développement.

Au début du projet, une enquête de base a été réalisée dans les 32 communautés cibles pour évaluer les méthodologies de PRC. L'étude a constaté qu'une partie seulement des communautés sont dotées de capacités locales de gestion communautaire des risques de catastrophes. Des ateliers techniques et des réunions de sensibilisation ont également été organisés pour présenter aux parties prenantes clés des informations sur les activités envisagées.

Parmi les principaux résultats du projet, on peut citer l'élaboration d'une méthodologie et d'un manuel de formation pour les activités de GRC à base communautaire, une méthodologie d'intégration de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement des districts, ainsi que des lignes directrices révisées pour l'élaboration de plans locaux d'adaptation.

Par ailleurs, une formation à la nouvelle méthodologie pour des activités de gestion communautaire des risques de catastrophes a été dispensée à dix techniciens de l'Institut national de gestion des catastrophes et à des responsables gouvernementaux de trois districts. Ces responsables ont à leur tour

formé des membres des 32 communautés cibles à l'analyse des aléas, de la vulnérabilité et des capacités.

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 19.

● RÉPUBLIQUE DU CONGO

Intégration de la résilience urbaine dans les activités de revalorisation des quartiers pauvres à Brazzaville et Pointe-Noire

Contribution ACP-UE NDRR : **\$300,000**

Durée : **11/2017 – 11/2019**

Le projet intègre la résilience urbaine dans la conception et la mise en œuvre du Projet de développement urbain et de modernisation des quartiers pauvres (DURQuaP) financé par la Banque mondiale. Il vise à renforcer les capacités et à développer les outils pour que l'administration centrale et les collectivités locales soient mieux préparées aux risques de catastrophes.

Le projet DURQuaP, lancé en avril 2017, améliore l'accès aux infrastructures et à des services de base pour les populations d'habitats spontanés à Brazzaville et à Pointe Noire, et il renforce les capacités de l'administration publique et des municipalités en matière de modernisation urbaine. DURQuaP a amorcé des études techniques et environnementales pour la construction de routes, ainsi que des études sociales sur la remise en état d'ouvrages de lutte contre l'érosion.

Le projet financé par le programme ACP-UE NDRR a commencé à réaliser des activités de cartographie communautaire sur le terrain. Par ailleurs, deux chefs de communauté de Pointe Noire et de Brazzaville, ainsi qu'un employé de l'unité de mise en œuvre de DURQuaP, ont reçu une formation aux outils de base de la cartographie des risques de catastrophes et communautaire.



AFRIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)

● RWANDA

Renforcement de la résilience face au risque d'inondation dans le nord-ouest du pays

Contribution ACP-UE NDRR : **\$450,000**

Durée : **11/2017 – 05/2019**

Le projet vise à élaborer un système opérationnel d'alerte précoce d'inondations pour le bassin fluvial de la Sebeya dans le nord-ouest du Rwanda, région qui a historiquement été frappée par des inondations mortelles. Ce système sera incorporé à une nouvelle plateforme nationale d'alerte précoce, qui peut être élargie pour lancer des alertes précoces d'aléas hydrométéorologiques dans l'ensemble du pays en y ajoutant d'autres composantes et modèles. Le projet est entrepris dans le cadre du Projet d'approche paysagère du reboisement et de la conservation des forêts, qui vise à promouvoir la prévention des risques d'inondation comme étant essentielle aux activités de restauration des terres.

Un rapport initial a été publié, des données recueillies, des études topographiques détaillées sont en cours et le logiciel de la plateforme est dorénavant installé. Des modèles complexes fourniront des prévisions exploitables des inondations, qui utilisent les nouvelles stations de surveillance hydrométéorologique achetées dans le cadre du projet, des observations pluviométriques améliorées par radar, et des prévisions avancées sur les précipitations. Des cartes des aléas d'inondations seront établies pour identifier les communautés et les secteurs à risque de catastrophes. Dans ces régions, un soutien sera apporté en vue d'améliorer les plans de développement locaux et nationaux, ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre de mesures d'atténuation des inondations.

Une fois opérationnel, le système enverra des alertes au moyen d'une nouvelle application sur smartphone et par d'autres moyens de communication. Des formations seront dispensées en vue de renforcer les capacités des communautés locales et des organismes nationaux à faire face à des situations d'urgence. Ce projet servira à démontrer les technologies d'alerte précoce et leur rôle à réduire les coûts dévastateurs des inondations et d'autres catastrophes.

● SIERRA LEONE

Soutien de la prévention des risques de catastrophes communautaire

Contribution ACP-UE NDRR : **\$700,000**

Durée : **10/2012 – 10/2018**

Ce projet contribue à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans les stratégies de développement au Sierra Leone. Le projet renforce les capacités de communautés cibles à la mise en œuvre de GRC à base communautaire, et apporte de l'assistance technique à des institutions de district et nationales en vue d'intégrer les dimensions de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement.

Suspendu lors de l'épidémie d'Ebola survenue en 2014-2015, le projet est dorénavant en cours d'exécution. Avant l'épidémie d'Ebola, en automne 2013, un atelier de renforcement des capacités sur les évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) avait été organisé. En juillet 2014, une réunion de deux jours de « partage d'expérience » a rassemblé des membres de la plateforme nationale de prévention des risques de catastrophes du Sierra Leone et des représentants de l'organisme national ghanéen de gestion des catastrophes.

Parmi les activités en cours, on compte des évaluations participatives des risques urbains pour trois villes, qui évaluent les risques, décrivent les aléas et identifient les besoins prioritaires en matière de prévention des risques de catastrophes ainsi que les investissements prioritaires. Un rapport initial a été rédigé et des évaluations qualitatives et quantitatives des risques ont été réalisées. Un rapport en cours de rédaction décrit les mesures de prévention des risques de catastrophes liées à la résilience urbaine et une analyse de coûts-avantages est en train d'être réalisée pour des mesures de PRC.

AFRIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● ZIMBABWE

Intégration de la prévention des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement local par le biais de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze

Contribution ACP-UE NDRR : **\$499,850**
Durée : **09/2015 – 06/2018**

Le projet développe la compréhension des risques de catastrophes en Ouganda, renforce la résilience des communautés, intègre des considérations multisectorielles de PRC et d'ACC au niveau des communautés, et mesure les progrès accomplis en matière de renforcement de la résilience.

Une évaluation des risques d'inondation pour le district de Kasese a été réalisée par des experts techniques de l'université de Makerere afin d'identifier les facteurs associés aux inondations de la rivière Nyamwamba. Le rapport comprenait la formulation de mesures d'atténuation des risques et de résilience des communautés, qui ont été approfondies dans le cadre d'une évaluation de l'impact environnemental et sociétal. Sa participation au projet a permis au Collège d'ingénierie, du design, des arts et des technologies de l'université de Makerere de renforcer ses capacités.

Un document directeur a été élaboré en étroite consultation avec l'administration municipale de la capitale Kampala, relevant les options des activités d'assistance technique en matière de gestion des risques de catastrophes à mettre en œuvre pendant le restant du projet. Parmi les activités identifiées, on compte l'élaboration d'une stratégie globale de GRC et de résilience au changement climatique pour la ville de Kampala, la formulation de recommandations de base à la préparation aux urgences et aux interventions en cas de catastrophe, ainsi que des formations à l'aménagement du territoire éclairé en fonction des risques.

● OUGANDA

Plan d'action d'évaluation des risques et de la résilience

Contribution ACP-UE NDRR : **\$650,000**
Durée : **04/2015 – 09/2019**

Ce projet a soutenu l'intégration de mesures de PRC et d'ACC dans le processus de planification du développement local aux niveaux du village, du canton et du district dans le district de Kariba au Zimbabwe. La Banque mondiale et la Société de la Croix-Rouge zimbabwéenne ont mis en œuvre des activités dans 9 villages, trois dans chacun des trois cantons ruraux à haut risque.

Malgré les fortes pluies qui se sont abattues au premier trimestre de 2017, qui ont retardé la mise en œuvre des activités, il a néanmoins été possible de les mener à bien. Le projet a fortement contribué à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans la planification du développement local, comme en atteste l'élaboration du plan de GRC de Nyaminyami.

Parmi les autres exemples de réalisations, on peut citer la promotion fructueuse des activités de PRC, par exemple par l'identification de 16 champions de la GRC, qui ont mené des activités de sensibilisation aux risques de catastrophes dans chacun des trois cantons. Par ailleurs, des informations de PRC ont été compilées et diffusées par le biais de campagnes de sensibilisation du public à la PRC, notamment à la radio nationale et dans les journaux. Les pratiques d'alerte précoce ont été améliorées, notamment par des mesures comme la remise en état du système à très haute fréquence à deux voies utilisé pour les messages d'alerte précoce, et en veillant à ce que le service météorologique de Kariba envoie tous les jours aux pêcheurs des alertes SMS.

AFRIQUE PROJETS POST-CATASTROPHE, DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE RELÈVEMENT

(VOLET 3)



● SIERRA LEONE

Évaluation rapide des dommages et des pertes suite aux glissements de terrain et aux inondations

Contribution ACP-UE NDRR : **\$400,000**

Durée : **08/2017 – 08/2018**

Le 14 août 2017, une convergence tropicale dans la région de Régent à la périphérie de la capitale sierra-léonaise de Freetown a entraîné la chute d'une partie de la montagne du Pain de Sucre, entraînant des glissements de terrain et des inondations qui ont tué 493 personnes, 600 autres personnes étant portées disparues, et ont laissé plus de 3 000 personnes sans abri. Dans les jours qui ont suivi la catastrophe, de fortes pluies ont continué à tomber sur Freetown, entraînant d'autres glissements de terrain et coulées de boue.

Le Gouvernement sierra-léonais a demandé un appui pour entreprendre une évaluation rapide des besoins suite aux coulées de boue et aux inondations et pour élaborer un cadre de relèvement des inondations.

Cette évaluation a établi que la valeur économique totale des glissements de terrain et des inondations s'établissait à 31,65 millions de dollars, les trois secteurs les plus touchés étant ceux du logement, de la protection sociale et de la santé. L'évaluation a servi à étayer un cadre de relèvement qui a aidé le gouvernement à définir et à aligner les priorités de relèvement, et qui a formulé un cadre échelonné et priorisé d'interventions de relèvement, et qui a aussi servi de base pour le soutien aux investissements par des partenaires externes.

L'évaluation rapide des dommages et des pertes est disponible à : <https://www.gfdr.org/sierraleone-dala2017>

● SOMALIE

Évaluation de l'impact et des besoins liés à la sécheresse

Contribution ACP-UE NDRR : **\$700,000**

Durée : **09/2017 – 05/2018**

La sécheresse de 2016-2017 a entraîné la Somalie au bord de la famine ; on estime que 6,7 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë et ont besoin d'une aide humanitaire. Le Gouvernement fédéral de Somalie a demandé le soutien de la Banque mondiale/GFDRR, afin de réaliser, avec l'UE et le PNUD, une évaluation de l'impact et des besoins liés à la sécheresse (DINA).

L'évaluation DINA a établi que les dommages, les pertes et les besoins découlant de la sécheresse s'élevaient à 1,02 milliard de dollars, les pertes à 3,25 milliards de dollars et les besoins totaux en matière de relèvement à 1,77 milliard de dollars. Ces évaluations contribuent au cadre de relèvement résilient, qui énonce un cadre échelonné et priorisé pour les interventions de relèvement. Ce cadre peut être utile pour éclairer des investissements soutenus par des partenaires externes.

Les volumes du rapport sont disponibles en ligne :

Volume I: <https://www.gfdr.org/somalia-dina-volume1>

Volume II: <https://www.gfdr.org/somalia-dina-volume2>

Volume III: <https://www.gfdr.org/somalia-dina-volume3>

Un article de fond sur le projet est disponible à :

<https://www.gfdr.org/somalia-engaging-early-and-together>

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 20

CARAÏBES PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● BELIZE

Programme de financement des risques liés aux catastrophes au Belize

Contribution ACP-UE NDRR : **\$273,000**
Durée : **05/2015 – 06/2018**

Le projet a aidé le ministère des Finances du Belize à mieux comprendre et gérer les impacts budgétaires potentiels découlant des catastrophes et à identifier des options de protection financière rentables contre les catastrophes.

Le projet a produit des informations de référence sur les pertes historiques et les dépenses publiques liées aux catastrophes au cours des 15 dernières années et a réalisé deux profils de risque de catastrophes nationaux, l'un sur les risques de tremblements de terre sur les risques de tempêtes, et l'autre sur les risques budgétaires. En s'appuyant en partie sur un examen du marché national de l'assurance, un rapport a été rédigé et présenté au gouvernement en formulant les options pour une stratégie de financement des risques de catastrophes. Enfin, une formation à la mise en œuvre d'une stratégie de financement des risques de catastrophes a été organisée pour les parties prenantes régionales en octobre 2017.

Ce projet a éveillé un vif intérêt pour la gestion des risques de catastrophes, comme en attestent la participation de représentants du ministère des Finances du Belize à la Conférence Understanding Risk de mai 2018, ainsi que les conversations avec le régulateur du marché de l'assurance du Belize en vue d'accroître l'accessibilité financière et la disponibilité d'assurance contre les risques de catastrophe.

Le rapport, qui comporte des recommandations prônant des stratégies nationales de financement des risques de catastrophe, est disponible à : <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/125550-WP-DRFTA-Report-Belize-LowRes-PUBLIC.pdf>

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 25.

● RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Renforcement de la résilience physique et fiscale pour assurer une prospérité partagée en République Dominicaine

Contribution ACP-UE NDRR : **\$900,000**
Durée : **12/2016 – 07/2019**

Ce projet améliore les capacités du Gouvernement de la République dominicaine à renforcer la résilience physique et budgétaire du pays face à des catastrophes, et ce de deux façons.

Premièrement, le projet prône des politiques de prévention des risques de catastrophes dans des secteurs clés et renforce les capacités du ministère des Finances en matière de financement des risques de catastrophes. Parmi les activités menées à bien à ce jour, on compte l'élaboration de profils de risques de catastrophes nationaux pour les tremblements de terre et les ouragans, et la rédaction de deux notes d'information : l'une sur les passifs associés aux catastrophes et l'autre sur les mécanismes de protection financière. Ces activités ont servi à l'élaboration d'une stratégie de protection financière pour la Dominique.

Un document de travail sur l'impact du passage d'ouragans sur les activités économiques à court terme de la République dominicaine a été publié. Par ailleurs, une méthodologie et des outils pour quantifier les pertes économiques dues aux catastrophes en République dominicaine sont en cours de préparation.

Deuxièmement, le projet prône l'élaboration de politiques de GRC qui contribueront à la prospérité partagée. Une étude a été réalisée quant à l'impact des catastrophes sur les indicateurs du bien-être, qui a été présentée au ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement. Des travaux ont également commencé sur une enquête de référence qui servira à réaliser une analyse des impacts des catastrophes sur la pauvreté et le bien-être.

Le document de travail quant à l'impact du passage d'ouragans sur l'activité économique est disponible à : <http://wrlld.bg/LWdE30mhSuZ>

CARAÏBES PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Identifier les risques pour protéger les écoles en République dominicaine

Contribution ACP-UE NDRR : **\$638,028**

Durée : **04/2015-10/2017**

Le projet a renforcé les capacités du Gouvernement de la République dominicaine en matière d'évaluation et de cartographie de la vulnérabilité des infrastructures publiques essentielles.

Le projet a renforcé les capacités du ministère de l'Éducation à évaluer les risques de catastrophes auxquels les écoles publiques sont confrontées, en appliquant à 48 écoles l'indice de la sécurité dans les écoles. Des cartes des aléas répertoriant les risques de sécheresse, d'inondations et de feux de forêt ont été produites pour les 48 écoles et 56 couches géospatiales ont été renforcées et sont prêtes pour réaliser la cartographie des écoles.

Par ailleurs, 6 commissions régionales ont reçu une formation avec certification à la clé par le ministère de l'Éducation pour reproduire les évaluations de l'indice de la sécurité dans les écoles à d'autres établissements scolaires du pays. Tous les délégués de la Commission nationale d'urgence ont reçu une formation à l'utilisation de la plateforme du système d'information géographique et de données ouvertes, pour leur permettre de produire et d'utiliser des cartes des aléas de base sur les écoles.

Deux manuels sur les cartes de sécheresse et d'inondations ont été publiés, pour favoriser la poursuite des activités de renforcement des capacités à l'issue du projet.

● GRENADA

Programme de financement des risques liés aux catastrophes à Grenade

Contribution ACP-UE NDRR : **\$273,000**

Durée : **05/2015 – 06/2018**

Le projet est venu à l'appui du Gouvernement de la Grenade pour mieux comprendre et gérer les impacts budgétaires potentiels des catastrophes et identifier des options de protection financière rentables.

Le projet a produit des informations de référence sur les pertes historiques et les dépenses publiques liées aux catastrophes au cours des 15 dernières années et a réalisé deux profils de risque de catastrophe de pays, l'un sur les risques de tremblements de terre et l'autre sur les risques de tempêtes, au niveau national, ainsi qu'un profil du risque budgétaire. En s'appuyant en partie sur un examen du marché national de l'assurance, un rapport a été rédigé et présenté au gouvernement en formulant les options pour une stratégie de financement des risques de catastrophes. Enfin, une formation à la mise en œuvre d'une stratégie de financement des risques de catastrophes a été organisée pour les parties prenantes régionales en octobre 2017.

Ce projet a éveillé un vif intérêt pour la gestion des risques de catastrophes, comme en atteste la participation de représentants du ministère des Finances de la Grenade à la Conférence Understanding Risk de mai 2018. Le ministère des Finances a également augmenté les réserves d'urgence qu'il détient en cas de catastrophe, et le régulateur du marché de l'assurance a entamé une concertation avec le secteur de l'assurance pour discuter de la disponibilité et de l'accessibilité financière d'assurance contre les catastrophes.

Le rapport, qui comporte des recommandations prônant des stratégies nationales de financement des risques de catastrophe, est disponible à : https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/125551-WP-DRFTA-Report-Grenada-Final2018-LowRes-PUBLIC_0.pdf

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 25.



CARAÏBES PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)

● JAMAÏQUE

Renforcement de la GRC et de la résilience au changement climatique dans le processus de planification du développement de la Jamaïque

Contribution ACP-UE NDRR : **\$859,849**
Durée : **01/2015 – 02/2020**

L'objectif principal du projet était de renforcer le cadre de GRC de la Jamaïque. Les objectifs secondaires comprenaient l'intégration de la GRC dans les politiques de développement, l'amélioration de l'application des analyses en risque de catastrophes aux secteurs sélectionnés et le renforcement des capacités institutionnelles pour la prévention des vulnérabilités face aux catastrophes. Les résultats du projet contribuent au projet continu de « réduction de la vulnérabilité de la Jamaïque face aux catastrophes » de la Banque mondiale.

Ce projet, désormais achevé, a aidé le ministère des Transports de la Jamaïque à réaliser une analyse de l'impact des inondations et des aléas sur le réseau routier et les infrastructures de transport de la Jamaïque. Le projet a également finalisé les Lignes directrices pour la protection du littoral et la restauration des plages. Une Stratégie nationale de réinstallation en cas de catastrophes naturelles a été finalisée en collaboration avec des organismes publics et des ministères.

Pour finir, le projet a facilité une analyse des lacunes existantes en matière de renforcement des capacités en matière de préparation aux urgences. Cette analyse pourrait contribuer à un futur plan de formation en matière de préparation aux urgences et de gestion des urgences.

Les Lignes directrices pour la protection du littoral et la restauration des plages sont disponibles à : <https://www.gfdrr.org/jamaica-coastalmgmt-beathrestoration-guidelines>

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 25.

● JAMAÏQUE

Programme de financement des risques liés aux catastrophes en Jamaïque

Contribution ACP-UE NDRR : **\$273,000**
Durée : **05/2015 – 06/2018**

Le projet est venu à l'appui du Gouvernement de la Jamaïque pour mieux comprendre et gérer les impacts budgétaires potentiels des catastrophes et identifier des options de protection financière rentables.

Le projet a produit des informations de référence sur les pertes historiques et les dépenses publiques liées aux catastrophes au cours des 15 dernières années et a réalisé deux profils de risque de catastrophe de pays, l'un sur les risques de tremblements de terre et l'autre sur les risques de tempêtes, au niveau national, ainsi qu'un profil du risque budgétaire. En s'appuyant en partie sur un examen du marché national de l'assurance, un rapport a été rédigé et présenté au gouvernement en formulant les options pour une stratégie de financement des risques de catastrophes. Enfin, une formation à la mise en œuvre d'une stratégie de financement des risques de catastrophes a été organisée pour les parties prenantes régionales en octobre 2017.

Le rapport, qui comporte des recommandations prônant des stratégies nationales de financement des risques de catastrophe, est disponible à : <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/125552-WP-DRFTA-Report-Jamaica-Final2018-LowRes-PUBLIC.pdf>

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 26.

CARAÏBES PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● SAINTE-LUCIE

Programme de financement des risques liés aux catastrophes à Sainte-Lucie

Contribution ACP-UE NDRR : **\$273,000**

Durée : **02/2015 – 06/2018**

Le projet est venu à l'appui du Gouvernement de Sainte-Lucie pour mieux comprendre et gérer les impacts budgétaires potentiels des catastrophes et identifier des options de protection financière rentables.

Le projet a produit des informations de référence sur les pertes historiques et les dépenses publiques liées aux catastrophes au cours des 15 dernières années et a réalisé deux profils de risque de catastrophe de pays, l'un sur les risques de tremblements de terre et l'autre sur les risques de tempêtes, au niveau national, ainsi qu'un profil du risque budgétaire. En s'appuyant en partie sur un examen du marché national de l'assurance, un rapport a été rédigé et présenté au gouvernement en formulant les options pour une stratégie de financement des risques de catastrophes. Enfin, une formation à la mise en œuvre d'une stratégie de financement des risques de catastrophes a été organisée pour les parties prenantes régionales en octobre 2017.

Ce projet a éveillé un vif intérêt en matière de financement des risques de catastrophes. Sainte-Lucie a approuvé la stratégie nationale de financement des risques de catastrophes, ainsi qu'un plan comptable pour améliorer le suivi des dépenses publiques liées aux catastrophes. Des représentants du ministère des Finances de Sainte-Lucie ont également participé à la Conférence Understanding Risk de mai 2018.

Le rapport, qui comporte des recommandations prônant des stratégies nationales de financement des risques de catastrophe, est disponible à : <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/125553-WP-DRFTA-Report-StLucia-Final2018-LowRes-PUBLIC.pdf>

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 25.

● SAINTE-LUCIE

Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale à Sainte-Lucie

Contribution ACP-UE NDRR : **\$175,000**

Durée : **03/2017 – 03/2019**

Le projet vise à analyser l'impact des catastrophes naturelles sur la vulnérabilité sociale à Sainte-Lucie, afin d'éclairer des stratégies et politiques de GRC qui ciblent mieux les populations pauvres et socialement vulnérables dans le cadre d'un programme global de GRC.

Un « module des chocs de catastrophes » a été mis au point, qui permet d'intégrer l'évaluation des catastrophes dans l'analyse des stratégies. Ce module a été mis à l'essai à Sainte-Lucie et sera incorporé dans les enquêtes sur la mesure des niveaux de vie dans l'ensemble des Caraïbes orientales. Par ailleurs, un indice de la vulnérabilité sociale a été mis au point, qui contribuera à la quantification de l'impact des catastrophes sur le bien-être social à Sainte-Lucie. Les constats préliminaires de l'analyse ont été présentés au Bureau central de statistique et à 60 experts techniques lors de la Conférence sur la résilience urbaine en novembre 2017. En consultation avec le Bureau central de statistique, l'équipe du projet élabore actuellement un cadre méthodologique pour l'évaluation de l'impact des catastrophes sur le bien-être.

À partir de ces analyses, des recommandations seront effectuées pour les politiques en matière de GRC et de protection sociale.

CARAÏBES PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● SAINTE-LUCIE

Réduction quantifiable du risque de catastrophe spécifique à l'infrastructure publique à Sainte-Lucie

Contribution ACP-UE NDRR : **\$1,300,000**

Durée : **02/2016 – 01/2019**

Le projet aide le Gouvernement de Sainte-Lucie à mieux comprendre les risques de catastrophes affectant les infrastructures publiques, pour lui permettre de se servir de ces informations pour élaborer une stratégie complète de prévention des risques, et pour faciliter la surveillance des niveaux de risque sur la durée.

Dans le cadre de ce projet, des outils sont en cours d'élaboration afin d'évaluer les risques d'aléas dus à des glissements de terrain, des tremblements de terre et des inondations. Des outils pour la composante d'évaluation des risques de glissements de terrain ont été mis au point et un atelier sur l'évaluation des risques de glissement de terrain a été organisé pour des ingénieurs géotechniques clés du pays. Par ailleurs, une analyse complète des tremblements de terre a été finalisée, l'examen des données sur les risques et l'hydrologie et sur les infrastructures de drainage a été achevé, et un cadre multi-aléas a été élaboré.

Enfin, un système est en cours d'élaboration pour établir l'inventaire des actifs à entretenir afin d'assurer la gestion préventive des réseaux de transport en s'appuyant sur les données concernant les aléas.

● SURINAME

Programme de gestion des risques d'inondations du Grand Paramaribo

Contribution ACP-UE NDRR : **\$350,000**

Durée : **04/2016 – 05/2018**

Le projet a évalué le risque d'inondations dans la région du Grand Paramaribo pour soutenir le Gouvernement du Suriname à donner la priorité aux investissements ciblant la prévention des risques d'inondation.

L'analyse des risques d'inondations a comporté une analyse du type, de la source et de la probabilité de risque d'inondations, un examen des infrastructures existantes en place pour atténuer les risques et une évaluation de la capacité et de l'expérience du gouvernement en matière de mise en œuvre et d'entretien d'infrastructures de gestion des risques d'inondations. Les résultats de l'évaluation ont été présentés en avril 2017 au cours de deux ateliers organisés en partenariat avec le ministère des Travaux publics, des Transports et des Communications à Paramaribo.

S'appuyant sur cette analyse, un plan pour les investissements prioritaires dans la gestion des inondations a été réalisé, soulignant 15 interventions d'atténuation potentielles et leurs coûts et avantages respectifs. Par ailleurs, une série d'initiatives de renforcement des capacités institutionnelles et de formation ont été menées. Au total, près de 150 responsables gouvernementaux et parties prenantes techniques ont été formés à la gestion des risques de catastrophes et à la gestion des littoraux au moyen de solutions naturelles, lors de diverses rencontres, notamment des formations à l'évaluation et à la modélisation des risques d'inondation, et à l'occasion de l'atelier final de partage des résultats.



CARAÏBES PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)

● SURINAME

Assistance technique à la résilience climatique et à la gestion des crues à Paramaribo

Contribution ACP-UE NDRR : **\$500,000**

Durée : **01/2018 – 02/2020**

Ce projet s'appuie sur les conclusions et les recommandations du programme de gestion des risques d'inondation du Grand Paramaribo, qui a évalué les risques d'inondation dans la région du Grand Paramaribo. Le projet aidera le Gouvernement du Suriname dans ses efforts visant à amorcer et à mettre en œuvre un nouvel investissement dans l'atténuation des crues, en portant l'accent sur le canal de Saramacca, relevé comme étant l'une des priorités par l'étude stratégique d'évaluation des risques de crues de Paramaribo.

Le projet vise à réduire le risque d'inondations et à améliorer la gestion globale du canal de Saramacca. Le projet viendra à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement du Suriname à mettre en œuvre un nouvel investissement d'atténuation des inondations.

Les bénéficiaires cibles sont les habitants de Paramaribo qui vivent le long des 34 km du canal. Ils bénéficieront grandement d'un canal fonctionnel et seront nettement moins exposés à des risques de crues. Les efforts actuels déployés dans la région du Grand Paramaribo réduiront l'impact des inondations récurrentes tout en tenant compte des aspects environnementaux et sociaux, de l'acquisition de terres et de la réinstallation involontaire.

CARAÏBES PROJETS POST-CATASTROPHE, DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE RELÈVEMENT

(VOLET 3)



● ANTIGUA ET BARBUDA

Évaluation des besoins post-catastrophe suite à l'ouragan Irma

Contribution ACP-UE NDRR : **\$250,000**
Durée : **09/2017 – 01/2019**

Dans la nuit du 5 au 6 septembre 2017, après s'être transformé en un ouragan de catégorie 5, le plus puissant jamais enregistré dans l'océan Atlantique oriental, l'ouragan Irma s'est abattu sur l'État d'Antigua-et-Barbuda.

Suite à la demande officielle du gouvernement d'une assistance post-catastrophe, la Banque mondiale/GFDRR, l'UE et le PNUD, en collaboration avec la CDEMA, ont soutenu le gouvernement à entreprendre un PDNA.

Le PDNA a estimé le coût des pertes et des dommages à 155 millions de dollars et celui des besoins de relèvement et de reconstruction à 222 millions de dollars, et a contribué à l'élaboration d'une stratégie de relèvement représentative des besoins et des priorités des communautés touchés.

Une fois le rapport du PDNA finalisé, le projet a soutenu le gouvernement dans sa planification du relèvement et de son financement ainsi que dans la programmation du financement des efforts de reconstruction. Les ressources mobilisées auprès d'institutions financières et de partenaires de développement comportaient une contribution à hauteur de 5,9 millions de dollars de la part de l'UE pour la reconstruction de 150 maisons à Barbuda.

Le résumé analytique du PDNA est disponible à : <https://www.gfdrr.org/antigua-and-barbuda-needs-assessment-irma>

● DOMINIQUE

Évaluation des catastrophes après le passage de l'ouragan Maria et soutien à la planification du relèvement

Contribution ACP-UE NDRR : **\$250,000**
Durée : **09/2017 – 10/2018**

Le 18 septembre 2017, le cyclone tropical Maria s'est abattu sur la Dominique comme tempête de catégorie 5 avec des vents dépassant 277 km/h. Suite à une demande officielle du Gouvernement de la Dominique pour une assistance post-catastrophe, la Banque mondiale/GFDRR, l'UE et le PNUD, en étroite collaboration avec la CDEMA et la Banque de développement des Caraïbes, ont soutenu le Gouvernement de la Dominique à entreprendre une évaluation post-catastrophe.

Le PDNA a établi les dommages, les pertes et les besoins découlant de l'ouragan Maria et a identifié les besoins de relèvement. Le PDNA a estimé le coût total des dommages à la Dominique à 930,3 millions de dollars, et celui des pertes à 380,2 millions de dollars. Le PDNA a servi à élaborer le plan et la stratégie globale des mesures de relèvement à la Dominique.

Les résultats du PDNA ont été présentés à une conférence d'annonce de contributions de haut niveau ONU-CARICOM à New York en novembre 2017, afin de mobiliser du soutien et des engagements à aider les pays des Caraïbes dans leurs efforts de reconstruction et de renforcement de la résilience. La Dominique a obtenu deux opérations de soutien d'urgence de la Banque mondiale s'élevant au total à 65 millions de dollars dont les mesures d'assistance ont porté notamment sur le rétablissement de l'agriculture, des moyens de subsistance, le renforcement de la résilience et la reconstruction des logements détruits par l'ouragan Maria. Par ailleurs, la Banque mondiale a contribué par un financement additionnel de 31 millions de dollars au projet de réduction de la vulnérabilité face aux catastrophes de la Dominique.

Le PDNA est disponible à : <https://www.gfdrr.org/dominica-pdna-hurricanemaria>



CARAÏBES PROJETS POST-CATASTROPHE, DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE RELÈVEMENT

(VOLET 3)

● DOMINIQUE

Renforcer la reconstruction résiliente

Contribution ACP-UE NDRR : **\$700,000**

Durée : **05/2018 – 01/2020**

S'appuyant sur les recommandations de l'évaluation des besoins post-catastrophe suite au passage de l'ouragan Maria, qui s'est abattu sur la Dominique le 18 septembre 2017, le programme ACP-UE NDRR soutient le projet Renforcer la reconstruction résiliente en Dominique.

Le Gouvernement de la Dominique a lancé plusieurs programmes de reconstruction de logements à grande échelle, dont un projet de relèvement du logement de 40 millions de dollars financé par la Banque mondiale. Le programme ACP-UE NDRR soutient la phase critique de mise en œuvre rapide de ce projet de reconstruction de logements et vise, de manière plus générale, à améliorer l'application et l'adoption de pratiques de construction résilientes et de considérations sur le principe « reconstruire en mieux » dans le secteur du logement.

Le projet ACP-UE NDRR vise à faire progresser les éléments clés nécessaires au succès du relèvement du secteur du logement au niveau national. Plus spécifiquement, il se concentrera sur l'élaboration d'un système de gestion d'informations qui soutient à la fois le programme de relèvement du logement et le processus de planification des logements ; sur une démarche construite et exécutée d'identification et de sélection de manière transparente des bénéficiaires pour le projet de relèvement du secteur du logement ; et sur la fourniture de conseils de reconstruction résiliente par le biais d'une formation pratique du personnel des centres d'assistance technique ainsi que des entrepreneurs et artisans du bâtiment locaux.

Toutes les activités sont développées conjointement avec le Groupe de travail national sur le logement, présidé par le secrétaire de Cabinet du Gouvernement de la Dominique, et sont complémentaires à celles des autres partenaires de développement présents dans le pays.

PACIFIQUE PROJETS RÉGIONAUX

(VOLET 1)



● PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE

Assistance technique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique

Contribution ACP-UE NDRR : **\$1,000,000**
Durée : **10/2014 – 02/2019**

Le projet est actif dans plusieurs pays insulaires du Pacifique sélectionnés, à savoir les États fédérés de Micronésie, Fidji, la République des Îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, le Tonga et le Vanuatu. Les outils et méthodologies élaborés tout au long du projet contribuent au programme de résilience du Pacifique de plus large envergure financé par la Banque mondiale, qui soutient les investissements dans les infrastructures.

Le projet vise en premier lieu à accroître les capacités de ces pays à intégrer la GRC et l'ACC dans la conception d'investissements dans des infrastructures. À cette fin, une note d'information sur l'appui à des évaluations de la vulnérabilité du réseau routier dans les pays insulaires du Pacifique, et une sur la gestion des risques d'inondations en milieu urbain dans le Pacifique ont été finalisées. Aux Fidji, une évaluation des risques du secteur de l'éducation et de la santé a été réalisée et une note explicative de l'intégration de la GRC dans des établissements humains a été rédigée. Aux îles Samoa, une assistance technique a été apportée pour l'élaboration d'une évaluation de la vulnérabilité du réseau routier. Dans la République des Îles Marshall, un soutien a été apporté pour réaliser une évaluation rapide des aléas côtiers et des risques de catastrophes. Aux îles Samoa, au Tonga et au Vanuatu, des évaluations rapides des bâtiments scolaires ont été effectuées.

En second lieu, le projet réalisera une évaluation des besoins pour fournir des services d'alerte précoce multi-aléas et élaborera un plan d'investissements pour le renforcement des systèmes d'alerte précoce dans le Pacifique. Un rapport d'évaluation des besoins a été réalisé aux îles Samoa, au Tonga, au Vanuatu et en République des Îles Marshall.

La note d'information sur l'évaluation de la vulnérabilité du réseau routier est disponible à : <https://www.gfdrr.org/road-network-vulnerability-assessments-in-PICs>

La note d'information sur la gestion des risques d'inondations en milieu urbain est disponible à : <https://www.gfdrr.org/urbanfloodriskmgmt-pacific>

● PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE

Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour l'évaluation de catastrophes dans les îles du Pacifique

Contribution ACP-UE NDRR : **\$500,000**
Durée : **01/2017 – 12/2018**

Le projet développe les capacités et la volonté des Fidji et du Tonga à déployer des véhicules aériens sans pilote (des drones) en vue de réaliser des évaluations des risques de catastrophes et des risques climatiques, ainsi que pour l'identification rapide des dommages subis par le milieu physique dans des situations post-catastrophe.

Les drones ont été testés, et les enseignements tirés résumés dans un document comportant les pratiques les mieux adaptées sur l'emploi de drones, ainsi qu'une feuille de route guidant la mise en œuvre d'un relevé par drones pour obtenir des images de haute résolution. Tongatapu, l'île principale du Tonga, a été évaluée à l'aide de drones en octobre 2017.

Le projet a donné lieu à une activité de suivi ACP-UE NDRR dans le cadre du Volet 3, ayant recours à des drones en février 2018 pour évaluer les dommages causés au Tonga par le cyclone tropical Gita. La comparaison des images d'avant et d'après la catastrophe a éclairé l'élaboration d'un cadre de relèvement pour le Tonga et a permis de créer une carte de référence post-catastrophe pouvant être progressivement actualisée au fil des phases de relèvement et de reconstruction.

Les images de drone du Tonga sont disponibles à : <https://map.openaerialmap.org/#/-175.078125,-21.289374355860424,6/square/20002233?k=30r0sv>

Un article de fond « Récits d'impacts » est disponible à : <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/UAV4Resilience.pdf>

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 32.



PACIFIQUE PROJETS RÉGIONAUX

(VOLET 1)

● RÉPUBLIQUE DES ÎLES MARSHALL ET LES ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE

Cartographie de la vulnérabilité des communautés en République des Îles Marshall et dans les États fédérés de Micronésie

Contribution ACP-UE NDRR : **\$720,000**

Durée : **02/2017 – 02/2020**

Le projet, géré par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), renforce la résilience aux risques de catastrophes des communautés sélectionnées et les aide à s'adapter au changement climatique.

Après des retards initiaux, le projet est actuellement en cours d'exécution. En février 2018, l'OIM a sensibilisé au projet les dirigeants d'Ebeye en République des Îles Marshall, afin de faciliter une prise de décision commune au sujet de l'initiative. La cartographie des aléas, de la vulnérabilité et des capacités (HVCN) et des évaluations des systèmes d'alerte précoce sont planifiées pour 10 communautés. En 2018, des évaluations ont été réalisées pour Bouj, en République des Îles Marshall, avec la participation de 17 membres de la communauté.

Parmi les autres activités prévues, on compte la facilitation de la conception de systèmes d'alerte précoce efficaces, les balises de géolocalisation et l'évaluation des risques posés aux bâtiments publics, tels que les écoles et les hôpitaux, dans les États fédérés de Micronésie, et l'apport d'un appui au Gouvernement de la République des Îles Marshall à l'élaboration d'une stratégie de GRC globale à base communautaire.

PACIFIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● FIDJI

Évaluation de vulnérabilité climatique

Contribution ACP-UE NDRR : **\$450,000**
Durée : **07/2017 – 06/2018**

L'évaluation de vulnérabilité climatique pour les Fidji est mise en œuvre conjointement par la Banque mondiale et le ministère de l'Économie des Fidji, dans le but, d'une part, de mieux comprendre et de mieux faire connaître la vulnérabilité des Fidji aux aléas dus à des facteurs géophysiques et climatologiques, et d'autre part, de formuler des recommandations pour éclairer le processus de planification des investissements.

Le rapport final de l'Évaluation de la vulnérabilité climatique : Rendre Fidji résilient face au climat comporte des prévisions des impacts potentiels du changement climatique pour les Fidji au cours des décennies à venir, et il en analyse les impacts sur l'économie, le secteur de la santé et de la sécurité alimentaire. Le rapport formule des priorités et des recommandations claires qui pourraient éclairer les priorités nationales de développement ainsi que les plans d'investissement des Fidji dans ces secteurs pour le court, le moyen et le long terme. La méthodologie de l'évaluation peut être reproduite dans le cadre de l'initiative pour la résilience des petits États insulaires (SISRI) dans d'autres pays insulaires du Pacifique ainsi que dans des petits États insulaires en développement.

Le rapport a contribué à renforcer les actions de sensibilisation à la vulnérabilité des Fidji face au changement climatique et a été lancé lors de la COP23 de la CCNUCC sous la présidence historique des Fidji de cette rencontre mondiale majeure. Il a été accompagné d'un film de réalité virtuelle sur 360° intitulé « Our Home, Our People ».

Le rapport final de l'évaluation de la vulnérabilité climatique est disponible à : <https://www.gfdr.org/fiji-cva-fullreport>

La vidéo d'accompagnement du rapport final est disponible à : <https://youtu.be/toLqRJdV8k>

Un article de fond « Récits d'impacts » concernant la vulnérabilité climatique pour les Fidji est disponible à : <https://www.gfdr.org/fiji-cva-resultsinresilience>

Le projet est décrit plus en détail à la rubrique Pleins phares à la page 31.

● KIRIBATI

Renforcement des atolls pour une future expansion urbaine climatique résiliente au changement climatique (KiriSAFE)

Contribution ACP-UE NDRR : **\$455,000**
Durée : **07/2017 – 02/2019**

Le projet vise à soutenir le Gouvernement de Kiribati à identifier les facteurs clés dans l'affectation et le financement de terrains sûrs et abordables pour l'expansion urbaine à résilience climatique, qui répond aux besoins et aux priorités de ménages à revenu faible et à revenu intermédiaire faible.

Le projet analyse les moteurs de l'urbanisation à Kiribati, et la manière dont ceux-ci sont affectés par les impacts du changement climatique et les risques de catastrophes. Le projet évalue aussi les options stratégiques, techniques et de financement à Temaiku pour mettre à l'essai une subdivision entièrement nouvelle et abordable résiliente au climat sur des terres sous-développées et des parcelles urbaines qui appartiennent à l'État, qui pourrait ensuite servir d'exemple pour d'autres logements résilients au changement climatique à Kiribati. Le projet documentera aussi les stratégies, systèmes et procédures adaptés en vue de leur reproduction future et la mise à l'échelle potentielle de logements résilients au changement climatique à Kiribati.

Dans le cadre de ce projet, un outil d'enquête des besoins et des priorités de logements sûrs et abordables a été élaboré, qui a été révisé par le bureau national des statistiques et réalisé par 30 recenseurs formés dans 476 ménages de sept communautés en mai et juin 2018. Deux villages : Nanikaai et Tebikenikora ont été identifiés comme nécessitant des enquêtes plus approfondies sur le cadre réglementaire pour l'accès aux terres et sur la prise de décision des ménages.

Le projet a également appuyé un examen technique de la faisabilité de la proposition d'aménagement foncier de Temaiku, qui propose d'assécher une zone inhabitable dans les terres basses de Kiribati. Une formation de trois jours en salle de classe et sur le terrain à la gestion urbaine s'est déroulée à Kiribati en décembre 2017, pour 20 participants issus d'organisations de la société civile et de l'administration publique.



PACIFIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)

● ÎLES SALOMON

Projet de résilience communautaire au risque climatique et au risque de catastrophes (CRISP)

Contribution ACP-UE NDRR : **\$2,000,000**

Durée : **04/2014 – 04/2019**

Le projet améliore les capacités de résilience de communautés sélectionnées face au changement climatique et aux risques naturels.

La première composante du projet porte sur l'intégration de l'ACC et de la PRC dans les politiques et les opérations du gouvernement. L'examen du Plan national de gestion des risques de catastrophes de 2010 a été achevé et a reçu l'aval du Conseil national des catastrophes (NDC) en avril 2018.

La deuxième composante porte sur le renforcement des informations sur les risques climatiques et les risques de catastrophes. Le projet soutient la surveillance sismique et a obtenu les équipements nécessaires pour cinq stations de surveillance. Le projet a posé aussi les fondements d'un système informatique national sur les risques et la base de données pour la gestion des informations sur les risques est en train d'être consolidée. Un système de communication radio d'urgence est désormais en service.

La troisième composante porte sur la promotion des investissements dans la PRC et l'ACC. Les plans de GRC communautaire sont maintenant achevés pour l'ensemble des 55 communautés ciblées, qui ont sélectionné leurs projets d'investissements prioritaires en fonction des informations sur les risques. Six investissements de distribution d'eau dirigés par les communautés ont été menés à bien et 40 projets secondaires (distribution d'eau, abris d'évacuation, accès à des passerelles à toutes les saisons et protection du littoral) en sont à divers stades de mise en œuvre.

● ÎLES SALOMON

Étude sur les risques d'inondations et plan de gestion d'Honiara

Contribution ACP-UE NDRR : **\$500,000**

Durée : **06/2017 – 04/2019**

Les inondations qui se sont produites en avril 2014 ont touché près de 80 % de la population d'Honiara, la capitale des îles Salomon. Ce projet enquête sur les risques d'inondations urbaines et fournit des informations de qualité sur la manière de mieux gérer et de réduire les risques d'inondations dans la région du Grand Honiara. Il développe et renforce les capacités de préparation aux catastrophes et de résilience aux phénomènes météorologiques extrêmes de la ville.

Les premiers travaux de préparation d'une étude des risques d'inondations ont commencé. En fonction de ses conclusions, le projet servira à la planification en prévision des risques d'inondations futurs, en exposant les options de gestion des risques d'inondations et en élaborant un plan de gestion des risques d'inondations qui peut être utilisé pour prioriser et éclairer les investissements futurs.

PACIFIQUE PROJETS NATIONAUX

(VOLET 2)



● TONGA

Projet de reconstruction suite au Cyclone Ian et de résilience au climat

Contribution ACP-UE NDRR : **\$2,000,000**

Durée : **04/2015 – 11/2018**

Le projet soutient le Plan d'intervention national suite au cyclone tropical Ian. Il renforce la résilience au changement climatique des logements et des installations de communautés sélectionnées pour la population touchée des îles Ha'apai, et il consolide les efforts de préparation aux catastrophes du Gouvernement du Tonga pour se relever de catastrophes naturelles futures.

Le projet aide à renforcer la résilience des logements et des communautés, en apportant un appui au ministère des Finances et de la Planification nationale pour entreprendre la reconstruction de logements capables de résister à des vitesses de vent d'au moins 250 km/h. Les avant-projets d'une politique nationale de reconstruction de logements et d'une stratégie de reconstruction des logements ont été rédigés et présentés aux Cabinet du Premier Ministre du Tonga. Une base de données de documents d'études techniques pour la reconstruction de logements sous l'impulsion du gouvernement, ainsi qu'un outil de collecte de données d'évaluation des dommages subis par les logements suite à une catastrophe, ont été élaborés. Dans le cadre de ce projet, 50 hauts fonctionnaires ont été formés, dont 5 femmes.

Le projet a organisé une campagne de sensibilisation du public au sujet du respect du code du bâtiment et il met à jour le code du bâtiment du Tonga. Le projet a également réalisé l'évaluation et la cartographie des risques d'aléas côtiers pour éclairer les plans de reconstruction et le renforcement de la résilience dans les zones touchées de Ha'apai.

Enfin, le projet a contribué à améliorer le cadre de relèvement et de reconstruction après une catastrophe du Tonga. Le plan national de gestion des urgences de 2010 et la loi de 2007 sur la gestion des urgences ont été revus et actualisés, et un manuel des opérations précisant les modalités de planification et de mise en œuvre pour les efforts de relèvement post-catastrophe et de reconstruction a été publié.

● VANUATU

Amélioration de la résilience au changement climatique et aux risques naturels à Vanuatu

Contribution ACP-UE NDRR : **\$3,000,000**

Durée : **08/2013 – 06/2018**

Le projet a permis l'intégration de la prévention des risques de catastrophes, l'adaptation au changement climatique dans le développement, en s'appuyant sur les activités de l'Alliance mondiale contre le changement climatique de l'UE.

La première composante du projet a porté sur le renforcement institutionnel dans le domaine de la GRC. Des centres provinciaux de catastrophe ont été construits dans les provinces de Tafea et de Torba, la révision de la loi nationale sur les catastrophes a été réalisée, et des abris pour 8 voûtes sismiques ont été construits et équipés.

La deuxième composante du projet concernait l'amélioration de la résilience communautaire. Deux manuels opérationnels ont été publiés, énonçant les procédures à suivre pour les projets d'ACC et de GRC. Le gouvernement a amorcé la mise en œuvre de 45 micro-projets sur l'île de Tanna et dans l'archipel Shepherd qui ont été affectés par le cyclone tropical Pam, et 20 pour les communautés d'Ambae et d'Ambrym qui ont récemment été touchées par une éruption volcanique.

La deuxième composante portait aussi sur la promotion des technologies avancées pour la production de cultures vivrières, qui a vu l'établissement de 14 parcelles de démonstration de variétés sélectionnées sur Tanna. Par ailleurs, il visait à améliorer l'approvisionnement rural en eau par la réparation de six réseaux d'eau, parmi d'autres mesures.



PACIFIQUE PROJETS POST-CATASTROPHES, DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE RELÈVEMENT

(VOLET 3)

● TONGA

Évaluation rapide des dommages et cadre de relèvement suite au cyclone tropical Gita

Contribution ACP-UE NDRR : **\$100,000**

Durée : **03/2018 – 12/2018**

Le 12 février 2018, le royaume du Tonga a été frappé par le cyclone tropical Gita de catégorie 4. L'île principale de Tongatapu et l'île d'Eura ont essuyé le pire de la tempête, qui a provoqué des dommages généralisés et qui a directement touché près de 80 % de la population.

Suite à une demande du Gouvernement du Tonga, la Banque mondiale/GFDRR, l'UE et le PNUD ont fourni leur soutien pour réaliser une évaluation rapide et un cadre de relèvement, en étroite collaboration avec la communauté du Pacifique, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, et le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce.

L'évaluation rapide a eu recours à des véhicules aériens sans pilote (des drones), qui avaient été testés lors du projet du Volet 1 du programme ACP-UE NDRR Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour l'évaluation de catastrophes dans les îles du Pacifique (UAV4Resilience). Il a été possible de comparer les images post-catastrophe à celles prises par les drones avant la catastrophe en octobre 2017 lors du projet UAV4Resilience et de les utiliser pour éclairer la planification du relèvement et de la reconstruction. Les images ont aidé à créer une carte post-référence qui pourra être actualisée au fil des différentes phases de relèvement et de reconstruction.

L'évaluation rapide a constaté que le coût économique total des effets causés par le cyclone tropical Gita s'élevait à près de 164,1 millions de dollars, soit l'équivalent de 37,8 % du PIB nominal du Tonga.

L'évaluation rapide post-catastrophe est disponible à : <https://www.gfdr.org/tonga-post-disaster-assessment-2018>

Un article de fond « Récits d'impacts » est disponible à : <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/UAV4Resilience.pdf>

Les images de drone du Tonga sont disponibles à : https://map.openaerialmap.org/#/-175.078125,-21.289374355860424,6/square/20002233?_k=30r0sv

TOUS PAYS ACP PROJETS POST-CATASTROPHE, DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE RELÈVEMENT

(VOLET 3)

Troisième réunion du réseau des praticiens de l'initiative pour la résilience des petits États insulaires (SISRI) à Mexico

Contribution ACP-UE NDRR : **\$200,000**
Durée : **03/2018 - 08/2018**

L'initiative SISRI est le programme mondial qui soutient les petits États insulaires à réduire les risques que posent le changement climatique et les catastrophes à leurs populations, leurs actifs, leurs écosystèmes et leurs économies. L'initiative vient à l'appui d'investissements pour la résilience, fournit de l'assistance technique, renforce une base de connaissances consolidée et développe une communauté de pratique. SISRI met en rapport les praticiens des îles les uns avec les autres ainsi qu'avec les connaissances mondiales en matière de renforcement de la résilience.

Les 13-14 mai 2018, le réseau des praticiens de SISRI a tenu sa troisième réunion lors de la conférence Understanding Risk de 2018 qui s'est déroulée à Mexico. Plus de 70 participants, dont 41 praticiens, de 23 pays ont participé à cet événement de deux jours, pour y partager leurs expériences et envisager des approches au relèvement axé sur la résilience aux lendemains d'une catastrophe.

La réunion a abordé tout un éventail de sujets, divisés en sept sessions, et notamment : évaluations post-catastrophe, institutions, gouvernance et politiques pour le relèvement axé sur la résilience et reconstruire en mieux, participation du secteur privé, le genre et l'inclusion sociale, le logement, les mécanismes et instruments sociaux et financiers.

Une vidéo de la 3e réunion du réseau des praticiens de SISRI est disponible à : <https://youtu.be/MZhV1EaDh1c>

Déploiement du cadre du relèvement en Afrique et aux Caraïbes

Contribution ACP-UE NDRR : **\$890,000**
Durée : **01/2016 - 12/2018**

Le programme ACP-UE NDRR a appuyé le déploiement d'un guide du cadre de relèvement après une catastrophe (DRF) dans l'ensemble des pays ACP, par le biais d'un programme de renforcement des capacités destiné au personnel des organisations internationales et régionales ainsi que les représentants gouvernementaux dans les pays ACP.

Trois types d'activités de renforcement des capacités ont eu lieu dans le cadre du projet : formation des formateurs au niveau régional ; des programmes de renforcement des capacités au niveau national ; et des modules d'apprentissage en ligne pour accompagner le guide DRF.

Les activités ont été menées à bien dans plusieurs pays. Le Gouvernement du Cap-Vert, par exemple, a formulé un cadre national pour le relèvement post-catastrophe.

De nombreux ateliers de formation au PDNA/DRF ont eu lieu. Pendant la période couverte par le présent rapport, 324 personnes ont reçu une formation au PDNA/DRF et celles-ci sont désormais en mesure d'en former d'autres au sein de leurs pays respectifs. Des rencontres ont été organisées pour tout un éventail de participants, aussi bien des parlementaires que des représentants des ministères techniques ou encore des représentants d'OSC en Gambie (juillet 2017), au Cap-Vert (novembre 2017), en Ouganda (avril 2018), aux Fidji (avril 2018) et en Somalie (mai 2018).



Les volcans d'Ambrym, Vanuatu / Source iStock

• ANGOLA • ANTIGUA ET BARBUDA • BELIZE • CAP VERT • COMORES • BAHAMAS •

• BARBADES • BÉNIN • BOTSWANA • BURKINA FASO • BURUNDI • CAMEROUN •

• RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE • CONGO (BRAZZAVILLE) • CONGO (KINSHASA) •

• ILES COOK • CÔTE D'IVOIRE • CUBA • DJIBOUTI • RÉPUBLIQUE DOMINICAINE •

• DOMINIQUE • ERYTHRÉE • ETHIOPIE • FIDJI • GABON • GAMBIE • GHANA • GRENADE •

• RÉPUBLIQUE DE GUINÉE • GUINÉE-BISSAU • GUINÉE EQUATORIALE • GUYANE •

• HAITI • JAMAIQUE • KENYA • KIRIBATI • LESOTHO • LIBERIA • MADAGASCAR •

• MALAWI • MALI • ILES MARSHALL • MAURICE • MAURITANIE • MICRONÉSIE •

• MOZAMBIQUE • NAMIBIE • NAURU • NIGER • NIGERIA • NIUE • OUGANDA • PALAU •

• PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE • RWANDA • SAINT CHRISTOPHE ET NEVIS •

• SAINT VINCENT ET GRENADINES • SAINTE LUCIE • ILES SALOMON • SAMOA •

• SAO TOME ET PRINCIPE • SÉNÉGAL • SEYCHELLES • SIERRA LEONE • SOMALIE •

• SOUDAN • SURINAME • SWAZILAND • TANZANIE • TCHAD • TIMOR LESTE • TOGO •

• TONGA • TRINITÉ ET TOBAGO • TUVALU • VANUATU • ZAMBIE • ZIMBABWE •

LES PARTENAIRES AU PROGRAMME ACP-UE DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX

GROUPE DES ETATS ACP

Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est une organisation intergouvernementale créée par l'accord de Georgetown en 1975. Il est composé de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'accord de Cotonou (appelé « Accord de partenariat ACP-CE »), qui les lie à l'Union européenne. Le programme ACP-UE NDRR est opérationnel dans les pays et régions ACP.

Parmi les principaux objectifs du groupe ACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, le groupe des ACP a pris l'initiative d'inaugurer des mesures de prévention et de résilience face aux catastrophes naturelles. Il y est parvenu en sensibilisant l'Union européenne au besoin d'élargir son champ d'action au-delà des interventions humanitaires pour adopter une approche globale plus proactive de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Le programme ACP-UE NDRR s'inscrit dans la coopération de longue date qui existe entre le groupe des ACP et l'UE. Il réunit des entités de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique des régions aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, pour lutter contre les vulnérabilités des pays ACP face à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées à l'adaptation au changement climatique, à la protection de l'environnement et à la gestion des risques de catastrophes naturelles. Pour plus d'informations : www.acp.int

UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE finance le programme NDRR par un don de 54,5 millions d'euros versé sur un Fonds fiduciaire à bailleur unique, dans le cadre du 10e Fonds européen de développement.

L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Les efforts de l'UE à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience des régions, pays et communautés découlent de la stratégie de l'UE pour la prévention des risques de catastrophes (2011), du Plan d'action sur la résilience dans les pays sujets aux crises (2013) et du Plan d'action sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 (2016). Ces plans mettent en commun les ressources humanitaires et de développement afin de mettre en œuvre des initiatives phares telles que AGIR (Alliance mondiale pour la résilience dans le Sahel), SHARE (Aide à résilience de la corne de l'Afrique), AMCC+ (Alliance mondiale contre le changement climatique plus) ou DIPECHO. Par sa coopération avec le groupe des ACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés. Pour plus d'informations : www.europa.eu

FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

La Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) gère le Fonds fiduciaire à bailleur unique du programme NDRR.

La GFDRR est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à mieux comprendre leurs vulnérabilités aux aléas naturels et à les réduire, et à s'adapter au changement climatique. Travaillant avec plus de 400 partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux, la GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Gérée par la Banque mondiale, la GFDRR reçoit l'appui de 34 pays et de dix organisations internationales.

Pour plus d'informations : www.gfdr.org



Coucher de soleil au-dessus de la savane, Kenya / Source iStock

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement
Banque mondiale - Bureau de Bruxelles
17 avenue Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique
infoacpeu@worldbank.org
www.drrinacp.org



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

PROGRAMME ACP-UE DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES

UNE INITIATIVE DU GROUPE DES ETATS D'AFRIQUE, CARAÏBES ET PACIFIQUE, FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ET GÉRÉE PAR GFDRR